MASSES

MAI 1934
Mensuel N° 17

ABONNEMENTS

	France	Etranger
10 Numéros	9 fr.	13 fr.
20 Numéros	18 fr.	26 fr.

Le Numéro : **UN Franc**

Le prolétariat a pour tâche et pour devoir de marcher immédiatement au socialisme avec le maximum d'audace, sans aucune concession, sans aucune restriction. En faisant cela, il exerce sa dictature, mais la dictature de la classe tout entière, non celle d'un parti ou d'une clique. *Par la dictature de la classe travailleuse, nous entendons la vie publique élargie au maximum, la participation la plus active et la plus illimitée DES MASSES POPULAIRES à toute l'administration de la société.*

ROSA LUXEMBOURG.

LE MONDE MALADE
gravure de ESTÈVE

LA POSITION DE JACQUES DORIOT
ENQUETE SUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

DICTATURE ET DEMOCRATIE
PAR ROSA LUXEMBOURG
JULES VALLES, REDACTEUR A « LA RUE »
LA REVOLUTION NECESSAIRE

L'UNITE SYNDICALE ET LES JEUNES
LES BOURGEOIS SOUS LA COMMUNE
CRITIQUE LITTERAIRE
LES DISQUES

LES PARTIS OUVRIERS ET L'UNITÉ

LE « COMPLOT DES ACACIAS »

Devant la commission d'enquête parlementaire, l'ancien préfet de police, Jean Chiappe, accusa Frot, ministre de l'Intérieur au 6 février, d'avoir cherché à créer en juillet 1933, à la brasserie des « Acacias », une équipe fasciste et anti-républicaine. Dans cette équipe serait rentrée une foule hétéroclite d'anciens communistes ou socialistes, de radicaux et d'ex-royalistes.

Laissons de côté la fable rocambolesque d'un « complot de gauche », fable imaginée par un homme à la recherche d'une diversion propre, espérait-il, à masquer ses écrasantes responsabilités dans l'émeute fasciste; il n'en est pas moins vrai que, parmi les laissés pour compte des partis de gauche, et quelques jeunes politiciens aux dents longues, un mouvement profasciste existe et se développe au moins sur le plan intellectuel. En juillet 1933, avait lieu le Congrès S. F. I. O., où les socialistes **MARQUET, DEAT** et **MONTAGNON** exposèrent leur sympathies pour l'**ORDRE**, l'**AUTORITE**, la **NATION**. A côté d'eux, d'ex-communistes comme **P. MARION**, des « jeunes » radicaux, rédacteurs au journal « Notre Temps », comme **JEAN LUCHAIRE, BERTRAND DE JOUVENEL**, etc..., des fascistes comme **PHILIPPE LAMOUR** (celui-ci après avoir flirté avec le marxisme à l'époque des groupes **PLANS**, retourne à son vomissement), répètent à tous échos un programme de « socialisme » national et autoritaire. Un instrant, les espoirs de cette théorie qui, sous l'égide de la « jeunesse », radotent sur le socialisme d'Etat parfaitement archaïque de Rodbertus, se sont fixés sur le « parti socialiste de France », le parti des « Néos ». Mais le parti « néo » ressemble plus à un syndicat de politiciens rivaux, pressés de se servir eux-mêmes, qu'à l'armée qu'ils auraient voulue majestueuse, des « constructeurs d'un ordre nouveau ». Dans son sein, on y voit grouiller **MARQUET**, le nouveau Millerand, membre du gouvernement national des assassins et des hypocrites ; **DEAT**, intellectuel ambitieux et autoritaire; Renaudel vieux cheval parlementaire qui cache ses désillusions et ces incertitudes sous les ciel des îles Canaries. Sur chaque vote, le nouveau parti se divise en trois tronçons sans compter celui des démissionnaires. Dans la rue, des néos participent à la grève du 2 février, en même temps que leur directeur de conscience, **COMPERE MOREL**, prend la défense de Jean Chiappe. Telle est la foire « néo ! ». Mais, quelle que soit la faillite de cet embryon de mouvement, il n'en est pas moins vrai que le fascisme de « gauche » possède sa doctrine en France, à l'encontre d'ailleurs du fascisme de « droite », qui, lui, n'en possède pas. Le journal des jeunes radicaux, « Notre Temps », a publié la résolution issue de la conférences des « Acacias » où se trouvaient pêle-mêle les néos, les jeunes radicaux et les gens dont nous avons parlé plus haut.

Dans cette résolution programme, pas une once de socialisme, mais l'affirmation de la collaboration des classes, l'appel aux bonnes volontés, l'intégration des syndicats ouvriers dans un Etat autoritaire, où se trouveraient « **LES DIRIGEANTS D'INDUSTRIE ACTIFS, LES CAPITAINES D'INTELLIGENCE ET DE BONNE VOLONTE** (sic) qui fournissent un labeur utile de coordination, de commandement et d'initiative » (c'est nous qui soulignons); enfin, on y trouve l'idée autarchique d'un « empire français » superexploiteur des peuples indigènes déjà opprimés par la 3e République.

A tous ces jeunes politiciens et intellectuels, il manque encore le bras séculier d'une force armée pour réaliser leur programme. Aussi, peut-on lire dans « Pamphlet », revue jeune radicale, sous la plume d'Alfred Fabre Luce, Pierre Dominique, Jean Prévost, les lignes suivantes : « Il s'agira de rapprocher... les tendances actuellement divergentes qui se sont exprimées ces derniers temps dans le mouvement néo-socialiste et **DANS CELUI DES CROIX DE FEU** » (souligné par nous). D'autre part, des tentatives furent faites pour mettre en contact le ministre Frot et le commandant des Croix de Feu. Jusqu'ici, ces essais ont avorté mais cela ne doit pas nous masquer que l'avenir du fascisme en France réside certainement dans une conjonction, peut-être même une fusion organique entre les ligues militaires réactionnaires disciplinées, mais sans programme, et les cercles intellectuels de « gauche » néo-socialistes et néo-radicaux, qui cherchent dans la tradition jacobine et napoléonienne les bases de l'autoritarisme fasciste. De même que Hitler continue et complète Frédéric et Bismark, le fascisme français devra, pour devenir un mouvement de masse, se présenter comme le continuateur historique du jacobisme et du bonapartisme.

LE P. C. CREE ET ENTRETIEN LA CONFUSION

Le grand facteur politique qui met un frein à la fureur des flots fascistes et oblige l'union nationale à se revêtir

LES PARTIS OUVR

de couleurs idylliques, est le prolétariat. Celui-ci est d'abord désorienté par la rapidité et l'impromptu des événements. Du 3 au 7 février, ordres, contre-ordres et finalement le désordre règnent dans les rangs des organisations ouvrières.Le 4 février, le parti socialiste mobilise ses troupes dans l'éventualité d'un coup de force chiappiste. Le parti communiste qui, dans l' « Humanité », salue le départ de Chiappe comme une « victoire prolétarienne », appelle les ouvriers à manifester contre... Daladier ! Le mardi matin, 6 février, l' « Humanité » appelle les ouvriers combattants révolutionnaires de l'A.R.A.C. à se mêler au cortège nationaliste des Champs-Elysées. Tactique juste si l'A.R.A.C. pouvait, face à la meute bourgeoise, dresser, dans un cri de colère, des dizaines de milliers d'anciens combattants sous les plis du drapeau rouge. Mais **TACTIQUE CRIMINELLE** du fait que l'A.R.A.C. ne groupe qu'une poignée de gens sans influence, **TACTIQUE CRIMINELLE** qui n'a servi, le mardi, qu'à apporter de l'eau au moulin fasciste et à faire croire que des ouvriers marchaient derrière le fascisme.

On a vu sur les boulevards les colonnes d'anciens combattants réactionnaires chanter la « Marseillaise ». Sur les trottoirs, parallèlement à eux, marchaient des communistes criant : « Les Soviets partout ! » **SANS QUE LE MOINDRE CONFLIT S'ELEVAT ENTRE EUX ET LES BOURGEOIS PATRIOTES** ; et tout le monde attaquait avec ensemble les barrages de police. C'était là une singulière façon de lutter contre le fascisme, mais, ce qui est pire, ce front unique tacite avec lui était approuvé, le lendemain, par la direction du parti communiste.

Sous le titre énorme et bluffeur : « **PARIS OUVRIER A RIPOSTE** », l' « Humanité » du 7 février acclame ces combattants « ouvriers » et réclame l'arrestation des chefs fascistes et... des fusilleurs du prolétariat (sic) Daladier et Frot. Il faut revenir au plébiscite prussien, d'août 1931 pour trouver dans l'histoire du mouvement communiste une confusion semblable. Et cette lamentable attitude n'a pas seulement duré 24 heures. Aux obsèques des victimes ouvrières des journées du 9 et du 12 février, obsèques qui eurent lieu le 17, les cartes de solidarité vendues par le parti rendaient « hommage aux victimes des 6, 7, 9, 12 février ». La vérité historique est toute autre, car les victimes identifiées du 6 et du 7 appartenaient toutes à des ligues bourgeoises ou fascistes. De pareilles méthodes amèneraient des conséquences catastrophiques si le prolétariat suivait le P. C. au lieu de se fier sagement à son instinct de classe. Dans la situation présente, elles montrent seulement à quel point l'esprit marxiste fait défaut au soi-disant « état-major de la Révolution ».

Dans l' « Humanité » du 9 février, on réclame toujours l'arrestation simultanée de Chiappe, Daladier et Frot, ce qui est, **DANS LA CONJONCTURE IMMEDIATE DES EVENEMENTS**, le comble de l'ironie. Mais, dans le même numéro, **ANDRE MARTY**, sur le ton hurlant qui lui est coutumier, affirme sans rire que « Daladier est allé vite et fort contre les ouvriers » (sic) et « qu'en empêchant les ouvriers de se battre contre la garde mobile, les S.F.I.O. ont trahi odieusement ».

Mais la confusion où se débat la direction du P. C. éclate dans l' « Humanité » du 10. En première page, un manifeste du C. C. fait le silence sur l'arrestation de Daladier-Frot, tandis qu'un placard en 3e page la réclame énergiquement. Or, quelques jours plus tard, une manifestation républicaine en l'honneur de Frot se déroule à Montargis dans sa circonscription; l'orateur, délégué du P. C., Marrane, maire d'Ivry et membre du C. C., vote l'ordre du jour en faveur de Frot avec une simple adjonction demandant la dissolution des ligues fascistes. Un peu plus tard, dans l' « Huma » du 28 février, **GITTON**, qui est un des secrétaires actuels du Parti, écrit : « Après la **CAPITULATION** de Daladier qui **N'A PAS VOULU** utiliser les moyens dont il disposait pour écraser la meute fasciste, etc... » (c'est nous qui soulignons). On accuse maintenant (avec raison) Daladier de faiblesse dans la répression, alors que 15 jours avant, il était encore un « fusilleur du prolétariat ». Ces pirouettes et cette inconstance de pensée chez les dirigeants du P. C. ne lui ont guère permis de jouer un rôle prédominant dans la riposte ouvrière du 12 février. La C.G.T. réformiste et le Parti Socialiste ont eu constamment l'initiative des manifestations et, par son refus de

IERS ET L'UNITÉ

par MICHEL COLLINET

faire le front unique, le P. C. s'est trouvé finalement à la traîne des événements.

Seule, la soirée du 9 février l'a empêché de perdre le contact avec la masse ouvrière. Le parti socialiste avait d'abord invité le P. C. à manifester avec lui le jeudi 8 février ; celui-ci répondit en appelant le prolétariat parisien à venir dans la rue le vendredi soir 9 février. Les socialistes ayant retiré leur manifestation, celle du P. C. fut la seule qui eut lieu avant la grève générale. La grande masse ouvrière, en particulier celle qui suit les socialistes et la C. G. T., ne répondit pas le 9 février. Seule, une avant-garde révolutionnaire de communistes, d'anarchistes et de syndiqués unitaires tint la rue pendant plus de quatre heures, se battant avec un courage et une ténacité magnifiques contre une police armée jusqu'aux dents. On a prétendu qu'un cortège de 2.000 socialistes avait rejoint les combattants de leur propre initiative. Le fait est inexact ; mais, à leur place, 600 adhérents de la Fédération Autonome des Fonctionnaires, qui avait tenu une réunion corporative, marchèrent sur la place de la République aux cris de « Unité d'Action ». Ils furent violemment dispersés par les agents. Si, après ces durs combats, où six ouvriers furent tués et des centaines blessés ,on rencontrait des camarades qui semblaient découragés par la supériorité militaire des forces répressives, par contre l'effet moral sur l'ensemble de la classe ouvrière fut considérable; en province, particulièrement, on était heureux qu'enfin le prolétariat parisien, luttant pour ses buts de classe, ait commencé à relever la tête. Le 9 février permit ainsi aux dirigeants incapables de se réhabiliter de leurs sottises du 6 et 7, quand ils se fourvoyèrent avec les pires fascistes. L'héroïsme des ouvriers révolutionnaires sauva momentanément leur influence politique.

Toutes ces variations montrent à quel point les staliniens avec leur théorie lassallienne de la « masse réactionnaire » en dehors de leurs propres partisans, y compris les « social-fascistes », est absurde. La journée du 6 février est une défaite décisive pour la démocratie bourgeoise, pour son appareil légal et demi-séculaire destiné à endormir les prolétaires. Cette journée ouvre la porte à la dictature sans contrôle et sans frein du grand capital sur le prolétariat et la petite bourgeoisie. Elle marque la fin du régime de compromis et de concessions inauguré par les gouvernements de gauche depuis mai 1932, régime particulièrement illustré dans la lutte pour les économies budgétaires et les diminutions de traitements chez les fonctionnaires.

Le 25 janvier, à la veille des événements décisifs, au milieu de l'agitation fasciste qui allait chaque jour en augmentant, le Comité Central du P. C. émettait une résolution ayant force de loi pour les membres du Parti. ELLE NE DISAIT PAS UN MOT sur la décomposition déjà évidente du parlementarisme et son discrédit croissant parmi la population. Malgré une intervention de Doriot en faveur du front unique avec le Parti Socialiste, le C. C. « REPOUSSE RESOLUMENT TOUTES CONCEPTIONS TENDANT A FAIRE, A L'HEURE ACTUELLE, DES PROPOSITIONS DE FRONT UNIQUE A LA DIRECTION DU PARTI S. F. I. O. (« Huma » du 3-1). Celui-ci reste toujours le « principal soutien social de la bourgeoisie » alors que la grande presse concentre tous ces feux contre les socialistes coupables, à ses yeux, d'empêcher la réalisation de l'Union Nationale de plus en plus exigée par la bourgeoisie.

LES SOCIALISTES ET L'ACTION COMMUNE

La scission socialiste de novembre dernier, qui amena le départ d'une trentaine de députés au parti « Socialiste de France », renforça le poids spécifique de l'aile gauche. Les fédérations de la Seine du Parti et des jeunesses s'étaient, dès ce moment, prononcées pour l'action commune entre organisations prolétariennes. Malgré ces tendances nouvelles vers la lutte de classe, malgré les articles au vitriol des chefs de la gauche, ZYROMSKI et MARCEAU PIVERT, le groupe parlementaire n'en préféra pas moins soutenir les ridicules gouvernements radicaux. Plutôt que de défendre les traitements des fonctionnaires, il s'abstint dans le vote de confiance exigé par Camille Chautemps le 20 décembre et trahit ainsi les intérêts mêmes d'une grande partie des adhérents S. F. I. O. Beaucoups de militants révoltés quittèrent alors le parti. Ces faits n'empêchèrent point le groupe socialiste au parlement de couvrir encore Chautemps au moment où, attaqué par la droite sur le scandale Stavisky, il refusa toute commission d'enquête parlementaire. Le gouvernement de Chautemps, composé de ministres prévaricateurs, s'effondra sous les coups du député réactionnaire Henriot, malgré l'appui indulgent des députés S. F. I. O. Devant la montée croissante du fascisme, la direction du parti commença à comprendre que le sort de la social-démocratie allemande lui était réservé si elle ne réagissait pas. Elle se montra vis-à-vis de Daladier intransigeante dans le départ de Chiappe de la préfecture de police. Les événements se précipitent. Le mardi 7 février, le parti fait au P. C. une proposition d'action commune pour le lendemain. Dans les couloirs de la Chambre, les députés communistes DORIOT, CAPRON, RENAUD-JEAN se déclarent prêts à réaliser l'accord indispensable avec les organisations socialistes. Mais le secrétariat du P. C. élude la réponse, fait silence sur le rendez-vous demandé par Paul Faure et se contente de recommander aux rayons d'entrer en contact avec les sections socialistes de leurs localités. Le parti amorce ainsi un léger tournant: au front unique exclusivement par en bas, recommandé par la résolution du 25 janvier, il substitue le front unique « entre organisations de BASE ». En même temps, cinq syndicats unitaires des services publics de la région parisienne adressent des propositions analogues aux syndicats confédérés correspondants pour la préparation d'une grève de 24 heures (« Huma », 8-2). Le matin même, paraît l'ordre de grève lancé par la C. G. T. pour le lundi 12 février. Malgré une démarche de la Fédération Autonome des Fonctionnaires (organisation qui compte 30.000 membres), le P. C. et la C. G. T. U. refusent d'adhérer à un comité de vigilance formé par le P. S. et la C. G. T.

Cependant, le courant pour l'action commune l'emporte à ce moment. De nombreuses organisations du P. C. demandent aux socialistes de constituer des « alliances ouvrières » avec des groupes de défense communs. Dans l'agitation croissante des masses, il ne reste rien des imbéciles résolutions du 25 janvier. Le désordre le plus complet ne cesse de régner dans les rangs du P. C. La direction est visiblement débordée et, d'ailleurs ,ne sait pas où elle va. Le secrétaire général Maurice Thorez tombe malade pendant qu'à Saint-Denis, dans un meeting enthousiaste, Doriot et Longuet forment un comité antifasciste; Doriot déclare : « Quiconque tentera de briser maintenant cette unité d'action sera brisé » et l'envoyé du « Populaire » ajoute : « Il a ainsi exprimé le sentiment unanime des travailleurs de St-Denis et d'ailleurs ». (« Populaire », 13-2).

LA GREVE GENERALE DU 12 FEVRIER

Jouhaux la voulait « calme et digne ». Elle fut « digne » par son ampleur, mais elle ne fut pas calme. La C.A.P. du parti socialiste voulait en faire un geste de défense républicaine, sous prétexte que, sous les attaques fascistes, « le mot République avait repris son sens héroïque du XIXe siècle » ! Les masses ouvrières lui donnèrent elles-mêmes un sens de classe, en acclamant la défense des libertés ouvrières, du standard de vie menacé, en réclamant la Révolution socialiste, et en envoyant à tous les diables la république corrompue et hypocrite des bourgeois radicaux. Des manifestation formidables eurent lieu dans les rues des villes qui rappelaient celles de 1919 et 1920 : 150.000 manifestants à Paris, 100.000 dans les localités de la banlieue, un million environ dans toute la France. Le trait nouveau de cette grève fut l'importante participation des services publics. La grève fut totale pour les postes, les services municipaux, les douanes; 80 p. c. chez les fonctionnaires des contributions indirectes; 70 p. c. chez les instituteurs; 50 p. c. en moyenne dans les administrations de l'Etat. Le seul point noir a été l'attitude des cheminots; la Fédération confédérée a repoussé la grève de 24 heures, même dans les ateliers; la Fédération Unitaire l'avait proposée sur le papier...

La grève fut pacifique, si on excepte quelques bagarres dans la banlieue parisienne qui firent deux victimes. Aucune sanction immédiate ne fut prise contre les fonctionnaires grévistes; le gouvernement se réservant de noter soigneusement ceux qui y avaient participé.

La légalité de cette grève, sanctionnée au préalable par l'entrevue Doumergue-Jouhaux, ne fit aucun doute pour personne. Après les émeutes du 6 février, le gouvernement « de trêve » était obligé de laisser la réaction ouvrière s'accomplir pour ne pas dévoiler immédiatement, aux yeux de la grande majorité du pays, son caractère préfasciste et réactionnaire. D'autre part, la popularité de la grève était certaine dans les rangs de la bourgeoisie de gauche. Dans la Basse-Seine, des patrons textiles radicaux fermèrent leurs usines ! Les journaux radicaux sympathisèrent avec la grève. Cette atmosphère, qui a

peut-être contribué à créer la confusion sur le sens politique du mouvement, ne doit pas, à nos yeux, être déplorée. La classe ouvrière, après des années de luttes intérieures et de scepticisme vis-à-vis de la politique n'aurait pu, d'un seul coup, atteindre les sommets de l'héroïsme par une lutte sans merci contre le capital. La grève « républicaine » pour les uns, prolétarienne pour les autres, a permis ce premier rassemblement et a rendu confiance à des centaines de milliers d'ouvriers. Toute proportion gardée, on peut dire d'elle qu'elle fut, à une grève politique insurrectionnelle, ce que la révolution de février fut à la révolution d'octobre; un pas défensif, mais cependant un pas en avant du prolétariat.

VERS L'UNITE D'ACTION

Le P. C. avait été débordé par les masses durant la première semaine de l'agitation antifasciste. Depuis, il n'a économisé aucun effort pour reprendre la direction de l'agitation et la canaliser dans les directives introuvables du XIIIe Plenum de l'I. C. Partout des comités antifascistes surgissent sur la base d'un programme minimum entre les organisations. Ce programme est en général le suivant :

1° DISSOLUTION DES LIGUES FASCISTES ET ARRESTATION DE LEURS CHEFS ;

2° Lutte contre le gouvernement d'Union Nationale ;

3° Dissolution de la Chambre et institution de la répartition proportionnelle intégrale pour les prochaines élections;

4° Défense des libertés ouvrières et maintien du niveau de vie des salariés;

5° Lutte directe contre le fascisme par la création de groupes d'autodéfense.

Certains ajoutent à ces points, qui sont unanimement retenus, les autres suivants :

6° Nationalisation des banques, des monopoles de fait. de l'industrie lourde;

7° Préparation de la grève générale politique, occupation des usines et des services publics.

A côté des organisations ouvrières locales (P. C., P. S., C. G. T., C. G. T. U.), adhèrent parfois des groupes d'anciens combattants républicains, la « Ligue des Combattants de la Paix » (organisation pacifiste créée par Victor Margueritte) et même des groupes radicaux plus ou moins en rupture de bans avec leurs dirigeants.

Tous ces comités sont créés contre la volonté des dirigeants du P. C. qui, dès le 13 février, entamaient une campagne contre eux. A ces comités ENTRE ORGANISATIONS, les chefs staliniens opposent le front unique au sein des comités déjà existants de Amsterdam. Or, Amsterdam-Pleyel, cette soi-disant organisation de lutte contre le fascisme, N'A JOUE AUCUN ROLE DANS L'AGITATION OUVRIERE EN AUCUN ENDROIT. La plupart des comités d'Amsterdam n'étaient et ne sont encore que des fantômes ou des cadavres autour desquels le P. C. cherche à faire le bluff et derrière lesquels il masque, tant bien que mal, son aversion du front unique.

Pour redorer son blason, Amsterdam prépare un grand rassemblement antifasciste pour le 20 mai. Certaines organisations adhérentes à Amsterdam et qui ne sont pas encore contaminées par le virus stalinien (par exemple, la Fédération Autonome des Fonctionnaires) ont obtenu que ce rassemblement soit préparé en commun par Amsterdam et le Parti socialiste non adhérent à celle-ci. Un détail significatif montre la crainte des dirigeants du P. C. pour l'action commune : il est courant maintenant que les vendeurs de l' « Huma » et du « Populaire » se prêtent main-forte dans la rue. L' « Huma » (19-2) passe une note : « La protection du « Populaire » ne s'impose en aucune circonstance pour nos camarades », (sic). Mais, dans le parti, l'exemple de Doriot à Saint-Denis a fait boule de neige, et le travail de cette nouvelle fraction semble rencontrer des échos sérieux comme l'atteste l'inquiétude de ses dirigeants. Le C. C. condamne « unanimement » les « opportunistes de gauche et de droite » qui veulent faire des blocs avec la ligne du XIIIe Plenum (« Huma », 22-III) ; mais cette fermeté nous semble très élastique si nous en croyons le passage suivant d'un article de Thorez, article dirigé contre Doriot et ses amis. Voici ce passage (« Huma », 10-3) : « Le P. C., qui organise le front unique à la base, admet que son Comité Central puisse engager, en certaines circonstances, et sur des buts précis d'action, d'éventuels pourparlers avec la direction du parti socialiste, mais il ne tolèrera JAMAIS une politique d'entente au sommet ». Que signifie cette phrase sybilline où l'on déciderait d'engager des pourparlers pour... ne JAMAIS s'entendre ? Rien, sinon qu'on est déjà très loin du XIIIe Plenum et même des résolutions du 25 janvier dernier ! ! !

Tout ceci reflète la profonde inquiétude des chefs du P. C. devant une effervescence des masses qui a ses répercussions profondes au sein du parti. Des succès antifascistes, comme la mobilisation des ouvriers du 15e arrondissement de Paris, n'ont été obtenus qu'après entente préalable et travail en commun des organisations socialiste et communiste : nouvelle victoire du front unique que les chefs sont plus ou moins obligés de reconnaître...

Les militants sincères mettent toute leur force au service de cette action commune, condition nécessaire de toute lutte victorieuse contre le fascisme et le capitalisme. Dans cette lutte commune, au milieu de la désaffection pour les vieux partis installés, se forgeront les cadres d'un futur parti révolutionnaire du prolétariat. C'est pour lui la seule voie de salut.

Michel COLLINET.

DOCUMENTS

La position de J. Doriot

HISTOIRE D'UN CRIME

(Extrait de l'Emancipation)

Prenant l'initiative de dire par la voie de l' « Humanité » à toute la classe ouvrière et à la bourgeoisie ce qu'elle a refusé de faire connaître d'abord aux communistes la direction du Parti nous oblige à la suivre sur le terrain où elle s'est placée.

L' « Emancipation » a relaté à maintes reprises dans quelles conditions s'était constitué le Comité de Vigilance de Saint-Denis le 11 février.

On sait que les 20.000 travailleurs réunis ce jour-là ont ratifié le Comité d'action.

On sait qu'il participera au rassemblement antifasciste des 20 et 21 mai.

On sait qu'il adhère au mouvement d'Amsterdam-Pleyel.

Or, une discussion longue s'est engagée dans le Parti contre ce Comité de Front unique.

La direction du Parti lui a déclaré une guerre ouverte, QUI MONTRE BIEN L'ORIENTATION SECTAIRE ET ANTI-UNITAIRE DE SA POLITIQUE. Les multiples déclarations que nous allons reproduire, montrent qu'elle parle du front unique du bout des lèvres MAIS QU'ELLE N'EN VEUT PAS DU FOND DU CŒUR. Elle met tous les obstacles et toutes les embûches aux réalisations de front unique

Le Comité central a condamné officiellement ce qui s'était fait le 12 à Saint-Denis. Frachon, le 18 février, déclarait à la Conférence d'information du Parti : « LE COMITE DE VIGILANCE CONSTITUE A SAINT-DENIS, LE 12 FEVRIER, EST UN CRIME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE. »

Personne, sans doute, parmi les travailleurs, ne s'était aperçu que la manifestation puissante que nous avions organisée, était un crime, ni que l'arrêt total de la vie économique était un crime. Cependant, c'était le fruit de l'unité d'action réalisée entre toutes les organisations.

Nous prétendons que sans l'unité d'action symbolisée, organisée par le Comité de Vigilance, la grève eût été moins importante et l'adhésion de la population au mouvement moins totale.

Le Comité central prétend, au contraire, qu'à Saint-Denis, parce que nous avons telles propositions ni de telles unions avec les confédérés et les socialistes.

Or, il est prouvé par le 12 février qu'à Saint-Denis le front unique est aussi nécessaire qu'ailleurs et que ses résultats sont féconds.

Mais le Comité central, en soutenant cette théorie anti-unitaire, ne sent-il pas qu'il donne une arme terrible contre le Front unique dans les villes où les confédérés et les socialistes sont la majorité et où les communistes sont faibles. Il désarme les communistes en face d'un refus socialiste qui serait motivé à Lille ou à Toulouse par le même argument. Que pourra répondre un communiste toulousain lorsque le socialiste Billières lui répondra : « NOUS SOMMES ICI LA MAJORITE COMME VOUS L'ETES A SAINT-DENIS ET RETOURNANT L'ARGUMENT DE LA DIRECTION DE VOTRE COMITE CENTRAL, JE NE PEUX ACCEPTER VOTRE PROPOSITION PARCE QUE VOUS ETES PLUS FAIBLES QUE MOI ? »

Et puis, ces formules font apparaître le Front unique comme un truc, un piège contre les autres organisations, comme une ressucée de la machine à « plumer la volaille », au lieu de lui donner son sens de grandiose manœuvre stratégique contre la bourgeoisie et, éventuellement,

contre ceux qui refusent le combat.

Le camarade Péra, délégué de l'Union la majorié, nous ne devons pas faire de Régionale des Chômeurs ouvrait, le 13 février, la discussion publique devant 2.500 chômeurs en déclarant, en accord avec le secrétariat du Parti : « Le Comité de Vigilance c'est un comité de scission du mouvement antifasciste. » Ainsi, réaliser l'unité d'action de tous les travailleurs, créer l'union des inorganisés, des communistes, des socialistes, des unitaires, des confédérés, des autonomes, entraîner derrière eux la population d'une ville comme Saint-Denis décider d'un plan de combat antifasciste pour toute la classe ouvrière, c'est scissionner le mouvement antifasciste d'après la thèse officielle. Et tout cela parce que le 12 février nous n'avons pas fait l'obligation à tous les participants d'adhérer immédiatement à Amsterdam-Pleyel.

Or, quelques jours après, nous avons donné cette adhésion. Cela n'a aucune importance; on n'en continuera pas moins à répéter que le Comité de Vigilance, c'est un comité de scission des forces antifascistes.

Mais notre crime le plus grave, le plus important, le plus révoltant, c'est paraît-il d'avoir toléré que Dufour et Bouin parlassent à la tribune du théâtre le 12 février. **MAURICE THOREZ, QUI AFFIRMAIT RECEMMENT QUE LES MUNICIPALITES COMMUNISTES QUI PRETAIENT DES SALLES AUX SOCIALISTES FAISAIENT PREUVE DE LIBERALISME POURRI**, a déclaré dans la conférence régionale : « Quand le socialiste Bouin — délégué à la tribune par le Syndicat des instituteurs — est arrivé à la tribune, **LE DEVOIR DES COMMUNISTES ETAIT D'ORGANISER LE CHAHUT ET LA PROTESTATION.** »

Ainsi, l'essentiel pour le secrétaire général du P. C., ce n'est pas d'obtenir l'union de tous les travailleurs et, dans la circonstance, l'union des manuels et des intellectuels, mais c'est d'obtenir le boycottage du représentant des instituteurs en grève, sous le prétexte qu'il est S. F. I. O.

Le camarade Mioch a complété cette heureuse formule de Front unique en déclarant, l'autre jour, dans une cellule, que l'ouvrier socialiste était responsable, comme son chef, de la politique de son Parti et qu'en ce qui le concerne, **IL POUVAIT VOIR UN VENDEUR DU « POPULAIRE » ATTAQUE PAR UN FASCISTE, IL NE LE DEFENDRAIT PAS.**

Les travailleurs comprendront qu'avec un tel état d'esprit on ne peut pas comprendre la tactique du 12 février à Saint-Denis, on ne peut pas comprendre le Comité de Vigilance mais qu'au contraire, cela entraîne à parler toujours de l'unité d'action sans vouloir jamais la réaliser.

Les critiques et les attaques subies pour notre attitude le 12 février, en sont l'illustration flagrante. Nous y reviendrons.

Mais comme à tout, il faut une conclusion, nous déclarons très nettement que nous repoussons du pied toutes les attaques contre notre travail du 12.

Ce que nous avons fait le 12, nous sommes prêts à le recommencer en chaque circonstance. C'est pourquoi nous le recommencerons le Premier Mai.

On verra bien si on osera briser le Front unique ainsi réalisé comme des membres du P. C., inspirés par la direction, ont tenté de le faire dans une réunion de la Mutualité ou dans la réunion de Franconville.

Jacques **DORIOT.**

Rosa LUXEMBOURG

DICTATURE OU LIBERTÉ

Lénine dit : l'Etat bourgeois est un instrument pour l'oppression de la classe ouvrière; l'Etat socialiste, un instrument pour l'oppression de la bourgeoisie. Ce serait, en quelque sorte, l'Etat capitaliste **retourné la tête en bas**. Cette conception simplifiée laisse de côté l'essentiel.

L'éducation, l'initiative des grandes masses populaires ne sont pas nécessaires à la domination de classe de la bourgeoisie; au contraire, elles la mettent en péril, dès qu'elles dépassent certaines limites étroitement fixées... Pour la dictature prolétarienne, c'est la vie même, c'est l'air qu'elle respire, et elle ne peut en être privée sans mourir.

« **Grâce à la lutte ouverte et immédiate pour le pouvoir, les masses travailleuses accumulent dans le temps le plus bref des trésors d'expérience politique, et s'élèvent rapidement d'étape en étape** ». Ici Trotsky se condamne lui-même, lui et ses amis bolchéviks. C'est précisément parce qu'il en est ainsi, qu'ils ont effectivement tari, par une oppression complète de la vie politique, les sources de l'expérience politique et du développement ascendant.

Ou bien faut-il admettre que l'expérience et le développement de la révolution d'étape en étape, étaient nécessaires seulement jusqu'à la prise du pouvoir par les bolchéviks — atteignaient ainsi leur plus haut degré — et devenaient superflus à partir de ce même instant ? (Discours de Lénine : « La Russie est plus que mûre pour le socialisme » (!)

En réalité, c'est juste le contraire ! Ce sont justement les tâches immenses auxquelles les bolchéviks se sont attaqués avec courage et décision qui exigeraient l'instruction politique la plus intensive des masses, c'est-à-dire **une accumulation d'expérience directe qui est impossible sans liberté politique.**

La liberté réservée aux partisans du **Gouvernement**, la liberté pour les membres d'un parti, si nombreux qu'ils puissent être, n'est pas la liberté. La liberté n'est rien pour personne; si elle n'est pas la liberté de **celui qui pense autrement**. Il ne s'agit pas là d'un fanatisme de « justice », mais bien de tout l'immense pouvoir d'enseigner, de purifier et de guérir qui s'attache à la liberté politique, et qui est voué à disparaître, lorsque cette liberté devient un privilège.

La condition préalable tacite sur laquelle repose toute la théorie léniniste et trotskyste de la dictature, c'est que le renversement socialiste est une chose dont le parti de la Révolution a dans sa poche la recette toute prête, et qui n'a besoin que d'une certaine somme d'énergie pour se réaliser.

Par malheur — ou plutôt par bonheur — il n'en est pas ainsi. Loin de constituer un ensemble de prescriptions toutes faites qu'il ne resterait qu'à appliquer, la réalisation pratique du socialisme comme nouveau système économique, social et juridique, est et reste un inconnu caché dans les brouillards de l'avenir. Ce que nous possédons dans notre programme, c'est seulement un petit nombre d'indications très générales, qui nous orientent dans la recherche des mesures à prendre, mais surtout de façon négative.

Nous savons à peu près ce que nous devons immédiatement détruire et supprimer pour déblayer la voie à l'économie socialiste, mais aucun programme de parti, aucun livre d'enseignement socialiste ne nous apprend de quelle sorte seront les milliers d'actes concrets et pratiques par lesquels le principe socialiste s'emparera de l'économie, du droit et de toutes les relations sociales. C'est là précisément ce qui sépare le socialisme scientifique du socialisme utopique, et qui fait la supériorité du premier sur le second. **Le système de la société socialiste ne peut et ne doit être qu'un produit de la nécessité historique, né de la libre école de l'expérience.**

Le socialisme est un produit du devenir de l'histoire vivante, et celle-ci, comme la nature organique, dont elle fait partie en dernière analyse, a la belle coutume de placer toujours à côté du besoin réel, les moyens pour sa satisfaction, à côté des tâches concrètes, la solution de leur accomplissement.

Ceci posé, il est évident que le socialisme, de par sa nature, ne se laisse pas octroyer de haut en bas, ni introduire par des oukases. Tout au plus peut-on, par des décrets, participer à la démolition, aux mesures violentes contre la propriété, etc... qui en sont les conditions préalables. **Mais on ne détruit vraiment que ce qu'on remplace** et le côté positif, constructif du bouleversement socialiste, nous jette sur une terre neuve, au milieu de mille problèmes. **Seule l'expérience est en état de frayer et d'ouvrir de nouveaux chemins.**

Il faut à la révolution sociale le tor-

rent de la vie écumante et sans limite, pour trouver les millions de formes nouvelles, d'improvisations, de forces créatrices, de critiques salutaires dont elle a besoin pour, en fin de compte, se dépasser toujours elle-même, corriger elle-même tous ses faux-pas.

La vie publique dans les cadres des Etats, avec sa liberté limitée, n'est tellement pauvre, médiocre, schématique, infertile, que parce qu'elle barre les sources vivantes de tout progrès par l'exclusion parlementariste et bureaucratique de la démocratie...

La preuve en est dans l'éblouissante floraison de vie politique qui se manifeste dès que s'abattent les premières barrières (période de 1905, et dernièrement les mois de février-octobre 1917).

Ce qui est vrai du domaine politique est vrai aussi du domaine économique et social. **Là aussi le socialisme exige la participation de la masse populaire tout entière. Sinon, il ne lui reste qu'à être décrété, octroyé autour d'un tapis vert par l'arbitrage d'une douzaine d'intellectuels.**

Le contrôle public doit être ouvert à tous. Sans cela, l'échange des expériences, la correction des fautes, restent limités au cercle fermé des employés du nouveau gouvernement. La corruption devient inévitable (voir Lénine, Mitteilungsblatt n° 89). La pratique du socialisme exige toute une transformation spirituelle dans les masses dégradées par des siècles de régime bourgeois et de domination de classes : les instincts sociaux ont à se substituer aux instincts égoïstes, l'initiative à l'avachissement, l'idéalisme à la résignation, etc.

Personne ne sait mieux cela, ne le décrit avec plus de force, ne le répète avec plus de persévérance que Lénine. **Seulement, il se trompe complètement sur le choix des moyens : décrets, pouvoir dictatorial des chefs de fabrique, châtiments draconiens, régime de terreur, sont opposés au but poursuivi.** C'est précisément le règne de la terreur qui démoralise de part et d'autre. **Le seul chemin vers la renaissance, c'est l'école de la vie publique elle-même : démocratie illimitée, opinion publique sans contrainte.**

Si cela disparaît, que reste-t-il en réalité? Lénine et Trotsky ont arraché aux corps représentatifs sortis d'élections générales, pour les confier aux soviets des seuls **travailleurs**, la représentation des masses populaires. Ils ont eu raison. Mais avec l'écrasement de la vie politique qu'ils ont imprimé d'autre part au pays tout entier, **la vie de ces soviets ne peut elle-même que se paralyser de plus en plus.** Sans élections et contrôle général, sans liberté illimitée de presse et de réunion, sans lutte ouverte des opinions, la vie disparaît de toute institution publique, et se réduit à une fiction, **laissant à la bureaucratie le pouvoir et le seul rôle actif.** Et celle-ci même n'échappe pas au sort commun. L'initiative à la base s'endort. Une douzaine de chefs d'Etat doués d'énergie inépuisable et d'idéalisme sans borne, dirigent et régissent. Parmi eux, il y a en réalité une demi-douzaine de têtes qui font la politique et orientent la société. Une élite de la classe ouvrière est convoquée de temps en temps dans des assemblées pour applaudir les discours des chefs et voter des motions d'unanimité. **En réalité, il s'agit d'un régime de clique. Une dictature, oui, mais pas la dictature du prolétariat. La dictature d'une poignée de politiciens, c'est la dictature dans le sens bourgeois, dans le sens de la domination jacobine.** (Voilà maintenant qu'on ajourne le congrès des soviets de trois mois à six mois ! Déjà, ce bel état de chose provoque de part et d'autre un retour à la sauvagerie dans les formes de la vie publique : attentats, fusillades des otages, etc.).

La faute théorique de Lénine et Trotsky, c'est qu'ils opposent formellement, tout à fait comme Kautsky, **démocratie et dictature.** « Ou dictature, ou démocratie » est la formule aussi bien chez les premiers que chez le second. Kautsky se décide, bien entendu, pour la démocratie bourgeoise, parce qu'il la présente comme la seule alternative à côté du régime bolchévick. Lénine et Trotsky, au contraire, se décident pour la dictature d'une poignée d'individus, pour la dictature à la façon des bourgeois. Ce sont là deux pôles en apparence opposés, mais qui sont également éloignés de la politique socialiste véritable.

Le prolétariat, lorsqu'il monte à l'assaut du pouvoir, ne peut, en aucun cas, comme le lui conseille si gentiment Kautsky, renoncer au renversement socialiste de l'ordre existant sous prétexte de « non-maturité du pays » et pour se vouer à la réalisation d'une étape bourgeoise démocratique. S'il fait cela, il se trahit lui-même, il trahit l'Internationale et la révolution.

Le prolétariat a pour tâche et pour devoir de marcher immédiatement au socialisme avec le maximum d'audace, sans aucune concession, sans aucune restriction. En faisant cela, il exerce sa dictature, mais la dictature de la classe tout entière, non celle d'un parti ou d'une clique. Par dictature de la classe travailleuse, nous entendons la vie publique élargie au maximum, la participation la plus active et la plus illimitée des masses populaires à toute administration de la société.

(Eté 1918.)

ROSA LUXEMBOURG.

Notre enquête sur la Dictature du Prolétariat et la Démocratie

Aucun texte ne nous semble mieux placé sur son vrai terrain l'étude de la discussion de ce problème fondamental, que celui où Rosa, à la suite d'une longue discussion avec Lénine et Trotsky, sur la dictature bolchevique, résume en une conclusion puissante les arguments qui militent contre la dictature d'un parti, mais pour la dictature **démocratique** prolétarienne, la démocratie étant la condition nécessaire de la formation politique des masses et le gage indispensable de la vie de la révolution et du développement ascendant du socialisme.

Si autorisée que soit la voix de Rosa, si vive que soit la lumière projetée par elle sur ce sujet, nous savons que nous abriter derrière son jugement serait trahir son enseignement. Aussi le texte que nous reproduisons n'est-il à nos yeux, que le point de départ d'une discussion, indispensable dans la situation présente, de la notion souvent confuse ou déformée de dictature du prolétariat. L'évolution de la Russie des Soviets, les échecs cruels subis dans ces dernières années par le prolétariat, imposent des réflexions et des analyses nouvelles sur ce point capital. Le mépris qui, atteignant d'abord la fausse démocratie bourgeoise, a fini par recouvrir dans l'esprit de certains militants, toute démocratie quelle qu'elle soit; le discrédit des notions de liberté et d'humanité; la tendance à proscrire la critique indépendante, à nier les droits de la vérité elle-même; le penchant pour l'autorité, pour la discipline fondée ou non, pour le dogme ne sont-ils pas des signes de corruption plutôt que de vigueur dans le mouvement révolutionnaire ? Beaucoup auront sans doute déjà lu, il y a quelques années ces pages de Rosa Luxembourg, qui n'y ont vu alors que des critiques oiseuses, et qui, aujourd'hui que bien des illusions sont tombées et qu'on est à même de juger les principes par leurs effets, seront tout étonnés, comme en présence d'un texte nouveau, de tant de prescience, de tant de lumineuse raison révolutionnaire, de tant de richesse actuelle rassemblés dans ces lignes déjà anciennes.

Notre but en les publiant a été de réveiller la réflexion à la fois sur les problèmes humains du socialisme, et sur le problème politique de la démocratie, qui en est inséparable. La profonde barbarie sociale et mentale où se situent les ennemis de principe de toute démocratie est apparue de nos jours plus clairement que jamais dans le fascisme, provoquant chez bien des révolutionnaires, jusque là sceptiques ou goguenards à l'égard du principe démocratique, des réflexions salutaires sur la nature véritable des buts et des idéaux de la Révolution.

Il serait bon, à l'heure présente que l'on pût s'exprimer à ce sujet; nous suggérons, comme bases d'une enquête possible, les quelques points suivants :

1° La dictature du prolétariat, vous semble-t-elle incompatible avec l'existence d'une Démocratie effective ?

2° Quels sont les moyens qui vous paraissent propres à garantir réellement au prolétariat et à l'ensemble du peuple travailleur, le contrôle et la direction des affaires. Dans quelle mesure le système du parti unique vous paraît-il répondre à ce but ? Dans quelle mesure les soviets peuvent-ils en assurer la réalisation.

3° Comment doit s'effectuer selon vous l'éducation politique, l'affranchissement idéologique, le perfectionnement humain et moral de la masse sous la dictature du prolétariat ?

A toutes ces questions, Rosa Luxembourg et Lénine ont répondu souvent dans des sens opposés. L'époque actuelle donne un sens plus que jamais vivant à leur controverse. *Masses.*

Nous publions sous forme de brochure un numéro double 15-16 de *Masses* qui sera mis en vente sous quelques jours et contiendra des documents inédits sur *Spartacus, la commune de Berlin.*

Interview de Tchang-Kaï-Shek

La « Revue Centrale » (Chuo-Kohron), une importante revue mensuelle de Tokio, publie, un long et intéressant interview donné à son correspondant particulier par le général Chiang-Kaï-Shek, le présent dictateur militaire de la Chine, qui fut jadis anarchiste. L'interview eut lieu dans la villa de Chiang, à Lushan.

L'ANARCHIE

« Ayant été élevé », déclare-t-il, « dans une atmosphère de démocratie libérale, je fus amené à m'attacher pour un temps à la noble cause de l'Anarchie, par aspiration pour son idéal. Mais je fus prompt à réaliser que les idées chaotiques et destructrices contenues dans la philosophie anarchiste feraient beaucoup de mal à la nation chinoise et la conduirait à une catastrophe, et conséquemment, je me ralliai à la doctrine des trois nations (1) prêchée par feu le Docteur Sun-Yat-Sen, la considérant comme la seule doctrine capable de libérer la Chine et de sauver l'humanité en général.

« Mes convictions n'ont pas varié depuis lors et mes vues sont actuellement partagées jusque par des anarchistes de grande conséquence, tels que le Pr Li et le Dr Woo, qui ont adhéré au Kuomintang et jouent un rôle actif dans son sein.

« Ma ferme conviction est que, sans un sacrifice de la liberté personnelle de l'individu, la liberté du Parti et celle de l'Etat sont irréalisables. Généralement parlant, nous autres chinois nous avons eu trop de liberté. C'est une maxime de feu le Dr Sun que « la plus grande cause des misères de la Chine et des traités inégaux qui l'oppriment réside dans l'excessive liberté dont jouit le peuple ». Si la liberté de l'individu n'est pas réprimée, la discipline de Parti ne peut pas être sauvegardée et les lois de l'Etat seront sans force.

« Donc, la liberté personnelle de l'individu doit être limitée le plus possible de façon à sauvegarder la liberté de l'ensemble (2). »

CHINE ET JAPON

Le dictateur déclare ensuite, qu'en ce qui concerne le conflit sino-japonais il a l'intention de poursuivre sa politique passée, c'est-à-dire qu'il maintiendra, même après le traité signé près de Peiping entre le Japon et la Chine, l'attitude qui consiste à négocier d'une part et à résister de l'autre, sans toutefois déclarer formellement la guerre au Japon. Il admet sans réserve, toutefois, son erreur d'avoir placé trop de confiance dans une intervention internationale et de ne pas s'être préparé à profiter de l'occasion, quelque temps après le 18 septembre 32, pour entrer en négociations directes avec le Japon afin de partager le différent. Des négociations directes auraient peut-être empêché le Japon d'écarter Henry Pu-yi et de proclamer la Mandchourie indépendante de la Chine.

LES SOVIETS CHINOIS

Considérant ensuite la partie soviétisée de la Chine Centrale, il admit franchement les difficultés qu'il rencontrerait pour en balayer les « Rouges ». En fait, il se produit souvent que ce ne sont pas les « communistes », mais toute la population d'une région qu'il faudrait balayer.)

Les colonnes volantes qui veillent autour de la force principale de « l'armée rouge » sont ce qu'on appelle des partisans, c'est-à-dire, en réalité, des paysans des régions tombées aux mains des Rouges. Ils s'occupent activement à désorganiser nos services d'arrière, à nous aveugler en ce qui concerne la position des forces principales de l'ennemi, à attaquer nos convois, à espionner et à trahir nos mouvements. Ils comprennent souvent la totalité des habitants d'une région, y compris les femmes et les enfants. En temps ordinaire ils cultivent la terre paisiblement, mais lorsqu'il en est besoin, ils courent instantanément aux armes. A cause de cela, nous sommes dans la nécessité d'être toujours et partout sur nos gardes. C'est à cause de cette activité des partisans que nous avons perdu dans une récente expédition de nombreuses divisions et deux de nos meilleurs commandants d'armée.

« Aussi l'armée, au cours d'une expédition punitive est constamment en éveil et est forcée de redouter chaque buisson ou couvert comme s'il était l'ennemi en personne. La difficulté de faire une distinction entre les citoyens innocents (3) et les partisans conduit souvent nos soldats à procéder à un massacre total des habitants d'une région qu'ils sont appelés à occuper. A cause de ces difficultés, nous sommes grandement paralysés dans nos opérations :

1) Nous sommes dans l'impossibilité de tenir des provisions prêtes pour nos lignes avancées.

(2) Même les gens innocents (3) redoutent notre marche en avant beaucoup plus qu'ils ne craignent l'armée rouge, recevant de toutes parts la nouvelle des massacres où personne n'est épargné.

« Les rouges sont assez adroits pour utiliser ces faits, naturellement, et ils font leur propagande parmi nos soldats sur la ligne de feu et parmi les habitants des régions avoisinantes. Ils déclarent hautement n'avoir besoin ni d'avant-postes ni de sentinelles, ce qui n'est pas dépourvu de vérité. En plus de cela, il faut se rappeler que les régions soviétiques sont des contrées montagneuses avec de grands camphriers, qui ne font pas seulement obtacle à la marche des troupes et au transport du matériel lourd, mais encore au bombardement par avions, étant donné le couvert fourni par le feuillage des arbres. L'expédition tourne forcément en guerrilla. »

(En dépit de ces difficultés, le général est fermement convaincu du succès final de ses armes.)

« Parallèlement à notre marche, se poursuit la construction de grand'routes qui nous permettent de nous servir d'autos blindées et de tanks dont une centaine sont maintenant en service sur la ligne de feu. Vingt avions de bombardement sont aussi en usage contre les Rouges. Le nombre toujours croissant de ces machines nous autorise à envisager de merveilleux résultats pour un proche avenir. »

---

(1) La doctrine « des trois nations » pu « du triple démisme » est une théorie raciste, politique et économique de la nation, très voisine de l'Hitlérisme. Sa principale originalité (?) est qu'elle répartit les hommes en trois castes selon leur « intelligence ». Ce sont les **pré-voyants**, les **post-voyants** et les **non-voyants**.

« Les premiers sont des créateurs et des inventeurs. Exemple : l'architecte. Les seconds suivent et imitent. Exemple : l'entrepreneur qui aide l'architecte à réaliser la maison. Les troisièmes ne peuvent rien apprendre ; ils ne font qu'exécuter. Exemple : les ouvriers qui transportent les matériaux et bâtissent la maison. »

On voit que la théorie officielle du Kuomintang légitimait parfaitement l'extermination des Communes de Shanghaï et de Canton, œuvre des masses ouvrières, ainsi que les expéditions contre les « Piques Rouges » et contre les « Soviets » de paysans de la Chine centrale. D'ailleurs, la doctrine économique du Dr Sun limite la « révolution nationale » à la tutelle de l'état sur le capitalisme privé et sur les rapports entre paysans et propriétaires fonciers, à la nationalisation de certaines fonctions sociales, et à un régime fiscal restrictif de la spéculation et du commerce extérieur.

(2) C'est l'antipode du socialisme : « le libre développement de chacun, base et condition du libre développement de tous » (Marx). (Notes du traducteur.)

(1) Lisez: « d'opinion ou de situation sociale réactionnaire » (note du traducteur).

LA SITUATION EN CHINE

Le gouvernement nationaliste actuel en Chine est un assemblage de propriétaires fonciers, de chefs militaires (chefs de bandits, pour parler plus exactement) et de capitalistes (plus exactement, usuriers). La grande masse de paysans n'y a aucune part et gronde sous son joug. La Chine est un grand pays agraire dans laquelle une grande partie de la population agraire n'a pas de terre à cultiver pour son compte. Sur les 336 millions d'âmes que compte au total la population rurale, il y a 232 millions, c'est-à-dire les 70 %, qui sont sans terre et, conséquemment réduits au rôle de tenancier ou d'ouvrier agricole. Toute la terre cultivable étant concentrée entre les mains des propriétaires fonciers, chefs de bandits et usuriers, les paysans sont forcés à une âpre concurrence entre eux pour obtenir des terres à louer, et cela est cause d'une élévation continuelle des fermages : ceux-ci se montent généralement entre 50 et 70 % du produit total obtenu par le travail du paysan, et si on tient compte du bas degré de développement technique de l'agriculture parcellaire en Chine, il est clair que cette cherté de la rente est quasiment homicide. Mais ce n'est encore rien au prix du système de taxations directes et indirectes qui pèse sur les classes pauvres de la campagne, du fait de l'entretien de l'armée et des « organes administratifs » qu'imposent les propriétaires, les chefs de bandits et les usuriers. Les taxes indirectes s'appliquent à toutes les marchandises consommables connues et les impôts directs sont perçus bien avant leur échéance. L'année dernière, dans certaines parties de la Chine, les habitants furent contraints de payer les taxes afférantes à l'année 1956 ! Les effectifs de l'armée autrement dit du banditisme, sont extrêmement élevés ; il y a un soldat sur dix citoyens dans la république chinoise et l'on peut en conclure que la Chine est de tous les pays, celui qui souffre le plus des fléaux du militarisme. Tous les impôts directs et indirects sont drainés vers les dépenses militaires.

Cette situation cause dans ce vaste pays un état de permanente guerre civile et maintient les campagnes dans un état arriéré et misérable.

Les villes sont à peu près logées à la même enseigne. A part les artisans, il n'y a qu'un très petit nombre d'ouvriers qualifiés dans les industries modernes. La grande masse des travailleurs de la ville est composée d'émigrants qui sont arrivés en foule de leurs villages et leur existence à la ville n'est qu'un simple prolongement des misères et du labeur abrutissant de la campagne. L'habitude de manger de l'opium est largement pratiquée dans ces populations déracinées, dont elle dégrade les qualités physiques et mentales. Et comme la production de l'opium est monopolisée par le ou plutôt par les gouvernements, et représente une part importante des taxes et revenus de l'Etat, la consommation en est systématiquement encouragée. Presque chaque ouvrier mange cette drogue pour oublier ses peines en échappant à la conscience de ses misères séculaires et héréditaires.

« L'opium, ou la révolution » constitue pour la populace des villes chinoises le dilemne fondamental. Car dans la mesure où il échappe à l'empire des stupéfiants, le coolie devient un désespéré social prêt à toutes les rébellions, et qui ne fait nul cas de sa propre vie. D'où la continuité des troubles sociaux en Chine. La lutte entre les chefs militaires n'est que l'apparence la plus superficielle de cet état de continuel bouillonnement de la guerre civile, qui est en réalité une guerre de classes.

(Extrait du rapport du Conseil fédéral des syndicats ouvriers du Japon.)

Jules Vallès, rédac

(Mars-Avril 1870)

Le 17 mars 1870, Jules Vallès devient rédacteur en chef d'un nouveau journal, La Rue, *un quotidien à 5 centimes — in-folio à trois colonnes — qui a ses bureaux, 4, rue du Jardinet, et se vend 5, rue du Croissant (au 13, de la même rue, à partir du n° 21). C'est son troisième quotidien : le premier est* Le Peuple, *du 4 au 18 février 1869; le second* Le Réfractaire, *qui n'eut que trois numéros, 10, 11 et 12 mai de la même année.*

On ne manquera pas de me reprocher de commencer cet article par une aussi sèche énumération de faits et de dates ; je n'agis pas à la légère, mais systématiquement, par un esprit de réaction que je crois nécessaire contre les gens de lettres plus ou moins déguisés et maquillés en hommes de gauche qui ont vu dans la célébration du centenaire de Vallès une occasion d'exercer leur plume ou leur langue; ils se sont improvisés à la hâte biographes de Vallès; n'ayant accompli aucune recherche personnelle, ils ont puisé largement dans les travaux antérieurs; ils ont bu sans vergogne dans les verres des autres — même la lie, je veux dire les erreurs. Leur contribution à l'étude de la vie et de l'œuvre du Réfractaire reste donc des plus minimes; elle ne peut être d'aucune utilité aux fervents admirateurs du maître, attentifs à sa pensée, aux circonstances qui l'ont entourée ou plutôt déterminée — faut-il répéter que celle-là ne peut être séparée de celles-ci, Vallès restant avant tout homme d'action ?

Cette « Rue », Alexandre Zévaès l'ignore; il se borne à la signaler dans sa bibliographie — sous de fausses dates d'ailleurs. C'est un titre que Vallès affectionne, celui de son premier journal, l'hebdomadaire de 1867. Comme son aînée, La Rue *pourrait être annoncée sur les murs, aux vitrines des libraires et dans les cabinets de lecture par la fameuse affiche de Pépin; elle pourrait aussi porter en sous-titre : « Paris pittoresque et populaire » et prévenir ses lecteurs :*

« Nous voulons être le journal pittoresque de la vie des rues « et écrire simplement, au courant du flot qui passe, les mé- « moires du Peuple... C'est Paris, Paris misérable et glorieux, « Paris dans sa grandeur et son horreur que La Rue va mou- « ler vivant, mordant dans la peau, le plâtre, la pierre, la « chair; nous donnerons des nouvelles de ce grand corps fié- « vreux... Nous devons faire entendre aussi bien que la com- « plainte des pauvres ou le chant du travail, le cri de nos « passions ».

Vallès est demeuré fidèle à son ancien projet; il va faire défiler « bouffonne et lamentable, toute la foule des malheureux » et nous lisons à la première page de la nouvelle Rue *:*

« Je vais essayer d'écrire au jour le jour l'histoire de la foule. « J'aime le peuple et il me le rend un peu. »

« Bien des mains noires ont serré les miennes dans les fau- « bourgs et il y a des gamins à Belleville, qui me disent : « Bonjour, citoyen Vallès ! » Cela me fait plus plaisir, croyez- « vous, que le plus élogieux article qu'on ait pu écrire sur « moi ! »

J'emprunte cette citation au premier article, « Lettre à Arthur Arnould, rédacteur de la Marseillaise *(La « Marseillaise » de Rochefort, fondée quelques mois auparavant et à laquelle Vallès a collaboré). Arthur Arnould, l'homme qu'il estime le plus au monde, l'ami de toujours « qui a bandé les plaies et arrangé les duels », le compagnon du 2 décembre. Vallès lui fait part de son désespoir :*

« Je ne sais si tu te sens meurtri et triste. Moi j'ai de la « mélancolie plein l'âme. Il y a deux mois, deux mois, j'étais « plein d'espoir ! »

Certainement à l'occasion des funérailles de Victor Noir, suivies par cent mille révoltés.

« Aujourd'hui, j'ai peur, et nous qui n'avons pas eu de jeu- « nesse, nous allons, vois-tu, descendre le versant de la vie « sans qu'il passe un rayon de liberté vraie sur nos fronts « déjà chargés de cheveux gris.

« Il ne faut pas pour cela lâcher le drapeau fi ! non, et je « voudrais être indifférent que je ne le pourrais pas ! Mais « je ne sais pas faire les choses à demi, et je vois qu'il n'y « aura pas avant longtemps, pour les hommes hardis, chance « de triompher ou seulement de bien mourir.

« Aussi je préfère émigrer. »

Je préfère émigrer ? Vallès songea-t-il alors réellement à quitter la France ? Je ne crois pas: à mon sens, cette décision prise, il n'aurait pas fondé un nouveau journal; je me demande même s'il ne faut pas prendre ces mots : « Je préfère émigrer » dans un sens métaphorique : je quitte l'arène politique, le combat pour la bonne cause; me voici à la tête d'un journal littéraire ! Il convient, en effet, de ne pas oublier que La Rue *n'est pas soumise au timbre de six centimes par numéro, qu'elle n'en est pas cautionnée; d'après le décret du 17 février, 1852, complétant la nouvelle constitution et créant un gouvernement dictatorial, elle ne devra donc pas toucher à la politique, théoriquement du moins comme nous allons le voir.*

Vaillante petite Rue ! *feuille « plus fournie d'audace et d'humeur que de numéraire », pour reprendre le mot d'André Gill* (Le Voltaire illustré, *février 1880), à propos de la première* Rue, *il est vrai. « Aussi bien, continue-t-il, la cuisine en était-elle curieuse à observer ». Cette cuisine se trouve à deux pas du bureau 1, rue du Jardinet — chez Charles Dacosta, puis, à partir des numéros 23-24, chez Mme Gaillet. Et voici que la plume d'André Gill se révèle aussi incisive que son crayon : « C'était une vaste table en bois blanc, où traînaient, pêle-mêle, manuscrits et cornets de frites, aliments confondus de l'esprit et du corps, quelques chaises dépaillées, nombre de cannes, deux ou trois placards violents, piqués d'épingles au mur; et, debout, scandant ses éloquences du poing, Vallès déclamant, ricanant, dictant ses articles, chauffant ses collaborateurs, distribuant la besogne, corrigeant les épreuves. Une activité furieuse et jamais lassée; des feux d'artifice de saillies, de paradoxes, des fusées de blague, des pétards d'indignation, des chandelles romaines d'enthousiasme; et toujours du talent, une grande forme hardie, latine, bien moderne cependant, lyrique... et, j'ajoute pour l'agacer, romantique. »*

Nous trouvons un écho de cette prodigieuse activité dans les numéros 23 et 24 qui n'en font qu'un, in-plano, à 2 colonnes, blanc au verso — pour des raisons fort obscures à en juger par un article ambigu d'Emile Magé; — Vallès y écrit (plébiscite) :

« C'est un métier de chien... la rédaction est sur le flanc.

« On se couche à deux heures du matin, on se lève à six « heures... on se fait imprimeur soi-même... «

C'est qu'à ce moment La Rue *tire à plus de 10.000 exemplaires et il n'est guère possible d'imprimer plus de sept cents numéros à l'heure; les coquilles sont fatalement nombreuses; le gérant s'en excuse;* Le Gaulois *s'en moque cruellement; je prends soin de les corriger dans les citations dont je veux abondamment illustrer cet article, puisque les responsables ne se décident pas à nous donner une édition complète de Jules Vallès.*

Certes, les collaborateurs de la nouvelle Rue *forment une équipe moins homogène et moins imposante que ceux de l'ancienne : Arène n'est plus là, ni Zola, ni Claretie, ni Cladel, ni les Goncourt, ni Troubat... Mais voici Françis Enne qui a suivi Vallès au* Peuple; *voici d'anciens collaborateurs du* Peuple *et du* Réfractaire : *Pierre Denis, Charles Longuet, Henri Bellanger — celui-ci raconte en « Variétés » la vie du* Petit Populot *depuis sa naissance difficile; voici Charles Dacosta, imprimeur, gérant et rédacteur — il analyse quelque part « Claudie » de George Sand; voici Henri Marchegay qui collabore en même temps au* Combat *— ce qui manque de le faire ficher à la porte et donne d'intéressants « portraits » d'amis ou d'ennemis — ces derniers sous le titre : « Les autres », parmi lesquels un « Jules Simon » de la meilleure venue; voici Emmanuel Delorme qui tient assez régulièrement la vivante chronique des « faits divers » ou de « Hors Paris » et présente « Les nôtres ». Voici Maxime Vuillaume, Maurice Varennes, Emile Magé ; voici Jean Plébéiot que lance Vallès en prétendant s'y connaître (qui se cache sous ce pseudonyme ?); voici Jules Beaujoint qui signe le premier feuilleton : « Le chemin de Charenton », dédié à M. de Puyparlier. Le deuxième feuilleton (numéros 21 et 22) est de Vallès lui-même : c'est « Le testament d'un blagueur », déjà paru dans* La Parodie, *à l'automne 1869; le troitroisième est « La Bohême militaire. Souvenirs d'un fusilier. Les déserteurs », par Charles Mertel.*

Jules Vallès donne d'abord des croquis de la vie des rues : « La petite fille de Belleville » et « Chef de famille » qui ne me paraissent pas de sa meilleure veine, puis des « Scènes de la vie bizarre. Le bachelier géant », de l'ancien recueil « Les Réfractaires » (1866), enfin des « détails inédits sur Victor Noir ». Je reviendrai sur ceux-ci dans une chronique spéciale que je consacrerai au fameux procès de Tours qui contribue au lan-

eur à "La Rue"

par Gaston Ferdière

cement de La Rue *et lui procure probablement ses premiers abonnés (Paris : trois mois, 5 francs; Province, 3 mois, 6 fr.); les articles des envoyés spéciaux du journal sont, en effet, du plus haut intérêt ; ils évoquent l'atmosphère de l'audience, mettent en relief les physionomies attachantes de Paschal Grousset, de Rochefort, etc., et commentent le rapport du médecin légiste Tardieu et les graves incidents qu'il fait naître à la Faculté de Médecine.*

Je veux me borner aujourd'hui à faire sentir l'émouvante « actualité » de Jules Vallès, journaliste révolutionnaire de grande classe — quels sont ceux qui méritent ce titre, en 1934 ? — et cela, à propos des articles de La Rue, *relatifs à la grève des mineurs du Creusot. Celle-ci éclate — ou plutôt reprend — à la fin mars; ce sont les équipes de jour des puits Saint-Pierre et Saint-Paul qui donnent le signal ; les postes de nuit suivent bientôt le mouvement qui devient général; le sous-préfet et le procureur impérial arrivent en hâte et rappellent les troupes; M. Schneider est informé d'urgence au cours d'une séance du Corps législatif; l'Empereur lui accorde une courte audience et il part bientôt au Creusot (Cf.* Le Figaro). *Le 26 mars, au n° 10, de* La Rue, *un article de première page, au-dessous d'un canon en cul-de-lampe s'intitule:*

LE MINEUR DU CREUSOT

« C'est lui qu'on voit au matin — le mineur — avant le « lever du soleil, descendant silencieusement le sentier qui « conduit à la mine, noir, résigné, sombre, la pioche sur « l'épaule, le crochet de fer au dos, avec son chapeau de buffle « bosselé par les blocs de charbon : il va encore une fois s'en- « foncer dans le trou béant dont il ne sortira pas peut-être.

« Il est beau, le mineur, dans sa laideur robuste, quand il « s'arrête un moment pour respirer l'air frais de la montagne, « ouvrant sa chemise au vent qui vient rafraîchir sa poitrine « large et velue .. humant le soleil avant de s'engouffrer dans « l'ombre.

« Pour lui, point de travail au beau ciel bleu, au milieu des blés jaunes, quand la charrue grince et la faux scintille.

« La mine est noire, morne et lugubre.

« Il est là, la lampe aux dents, à quatre pattes — ou couché « sur le dos, attaquant le charbon du bec luisant de sa pio- « che.

« Quatorze heures dans cette tombe.

« Quatorze heures sans voir le ciel, les genoux dans la « boue, sans autre lumière que le reflet pâle de la lampe, avec « l'éboulement, le grisou.

« Gluants de sueur, les pieds glacés, ils sont là, respirant « quatorze heures la poussière du charbon.

« Les poumons se putréfient : les cellules deviennent houille.
« Puis la phtisie — la mort.

« Pas de cheveux gris chez les mineurs.

« Le soir, on les aperçoit dans la nuit — revenants sinistres « — sortir pêle-mêle du puits et remonter par bandes le sen- « tier qui mène à leur demeure.

« Ils marchent, la tête baissée, harrassés, muets, les genoux « pliés, écrasant les pierres avec leurs souliers ferrés ; leurs « crochets s'entre-choquent, font comme un bruit de chaîne.

Puis ils vont s'entasser dans la nuit de leurs « casernes », dormant pêle-mêle d'un sommeil de plomb.

« Et cela pendant toute la vie, jusqu'à ce qu'un jour, on « vienne les déposer sanglants, hachés, défigurés, sur le « bord du puits — écrasés par le bloc de charbon — souvent « troués par les balles.

« Pauvres gens !

Cet article est signé Pierre Lenoir; qui est ce Pierre Lenoir ? Je ne sais et ne retrouve ce nom à allure de pseudonyme ni dans les autres numéros de La Rue, *ni dans aucun brulôt d'opposition de l'époque; Pierre Lenoir (je donne cette opinion pour ce qu'elle vaut), c'est peut-être Vallès lui-même qui se souvient à temps de Saint-Etienne, où il a passé plusieurs années de son enfance et où* « il y avait une chronique des malheurs de la mine et des colères des mineurs » (« L'enfant »); *il me semble, en tous cas, reconnaître là son style et sa manière.*

Nouveaux articles — ceux-ci signés Jules Vallès — dans les numéros 12 et 27 :

IL NEIGE AU CREUSOT

« La terre est blanche.

« La neige débarbouille, de ses flocons qui volent, la face « noire des mineurs et défrise les panaches qui pleurent sur « le chapeau du général ou les hépis des officiers; elle fouette « le muffle noir des canons qui ont l'air de bœufs accroupis « et bavant sur des fanons de bronze.

« Le soulier des sentinelles fait trou dans cette neige autour « des guérites que le vent secoue, et la peau de leurs mains se « brûle à la semelle en fer des crosses.

« Près, tout près de leurs culottes rouges, de leurs capotes « grises, passent des vestes de laine bleue et des pantalons « de velours noir.

« Une petite fille, conduite par un gréviste qui a mis une che- « mise blanche — blanche comme la neige qui tombe — regar- « de le soldat qui piétine et demande à son père ce qu'il y a « dans la giberne pleine de balles.

« L'usine est sans lueurs et le trou du puits ressemble à la « bouche ouverte d'un cadavre !

« Par terre, à six pieds au-dessus du sol, à deux pieds de « la tête des chevaux, les plumets grelottent.

« Là-haut, dans le bleu du ciel, l'œil des cheminées est « éteint ! Plus d'étincelles rouges ; qui donc a coupé leur che- « velure de fumée grise ?

« C'est la grève !

« La terre est blanche !

« On n'entend un peu de bruit qu'au fond des cabanes : un « homme embrasse sa femme et ses enfants, ou cause solen- « nellement avec son vieux père, un mineur qu'un éboulement « a cassé ou que le grisou a fait aveugle !

« La terre est blanche !

« Mais tout d'un coup, c'est un bruit d'armes : on a donné « aux canons leur pâtée; dans les fusils, on a glissé des bal- « les !

« Et voici de nouveau des éclairs et de la fumée ! Un bruit « de tambours retentit. Voyez ces gens qui tombent et dont « la tête s'enfonce dans la neige, noire et lourde comme un « boulet mort !...

« On entend des feux de pelotons...

« La terre est rouge. »

« Non, il n'a pas coulé de sang et c'était un mauvais rêve. »

LES FEMMES DES CONDAMNES

« Ils ne redoutent pas la prison et ne reculent pas devant le « péril, ceux qui sont vraiment des hommes : irréguliers de « Paris ou grévistes du Creusot.

« Ils vont devant eux sans défaillance, pour tomber en che- « min sous le poids de la misère ou sous les balles des sol- « dats : on les tue ou on les garotte; on les jette sans vie au « charnier ou avec des menottes dans le cachot.

« Puis arrive le jour du jugement. On les condamne. On « entend les sanglots des femmes et les cris des enfants, qui « vont laver de leurs larmes les mains noires que n'a pu « déshonorer l'eau froide de la prison, qui sentent toujours le « charbon ou la terre, et qui viennent se crisper, terribles, sur « le banc où ils sont assis sous l'œil morne des gendarmes.

« Les condamnés disparaissent.

« Voilà que la maison est vide, le foyer désert, pas de pain « dans la huche, pas de feu dans l'âtre.

« Les mamelles de la mère se tarissent et n'ont plus de lait « pour le nouveau-né.

« C'est la faim, c'est le froid.

« C'est le vice aussi — il peut entrer par la porte moisie et « la fenêtre sans carreaux dans le lit dont l'époux est chassé, « dans le cœur de l'enfant où ne tomberont plus les mots de « vertu brutale que savent dire les ouvriers à l'œil doux et « au front dur.

« Ah ! oui ! songeons à ceux qui restent ! femmes des con- « damnés honnêtes du Creusot, vous voilà veuves ! fils de « mineurs, vous voilà orphelins !

« Nous sommes pauvres chez nous, bien pauvres, mais ce-

Sur une nouvelle " Critique " du Marxisme

LA RÉVOLUTION NÉCESSAIRE

L'ECONOMIE MARXISTE CONDAMNEE EN RAISON DE SON CARACTERE SCIENTIFIQUE

Selon les auteurs de la REVOLUTION NECESSAIRE, il existe une raison majeure de rejeter la conception marxiste des lois de l'économie en régime capitaliste. C'est l'esprit « scientifique » dans lequel Marx a entrepris d'en faire l'analyse. Si extraordinaire que cela puisse paraître à ceux qui ne sont pas au courant des nouvelles tendances obscurantistes de la philosophie bourgeoise, le terme « scientifique » a pris pour certains une acception nettement péjorative.

La science, pour nos profonds philosophes, serait une entreprise en vue de réduire tout ce qui est particulier et concret à des formules générales et abstraites, de ramener la qualité différenciée, à la quantité neutre et homogène. Il y aurait un divorce profond entre ce qui est rationnel et ce qui est réel. L'esprit scientifique se définirait par son incapacité à comprendre ce qui est réel et concret.

C'est ainsi qu'ils reprochent au CAPITAL, de Marx, de reproduire dans l'analyse des faits économiques des démarches analogues à celles qui ont permis de constituer une physique mathématique. Marx, selon eux, commence par faire abstraction de la valeur d'usage des marchandises, de la qualité propre à chaque marchandise de satisfaire un besoin humain, pour ne retenir que la valeur d'échange, la propriété commune qui permet de les faire correspondre les uns aux autres en quantités définies. Il cherche cette propriété dans le travail humain. Mais le travail humain, dans la conception marxiste, devient aussitôt une abstraction. Ce n'est ni la peine des hommes, ni l'habileté particulière à tel ou tel genre de travaux. C'est ce qu'il y a de commun dans tous les travaux et que l'on peut par suite traiter comme une grandeur homogène à la dépense d'énergie en fonction du temps. Le travail complexe est réduit par Marx au travail simple, les différences entre les travaux deviennent de simples différences mesurables en fonction d'une unité homogène : des inégalités dans la dépense d'énergie ou dans le temps nécessaire à l'apprentissage. La quantité de travail simple ou complexe qui intervient comme régulatrice des échanges, cesse même d'être la quantité de travail qui a été effectivement dépensée dans la production de la marchandise concrète et particulière offerte dans les échanges. Il ne s'agit plus que du travail moyen socialement nécessaire, du travail dépensé dans les conditions de productivité moyenne de la branche de production considérée, d'un résultat abstrait donné par la statistique. La classe ouvrière est définie par Marx comme productrice de plus-value au moyen d'une notion quantitative. La lutte de classes est ramenée à un rapport de forces mesurables d'une part, à la lutte des ouvriers pour l'abaissement du taux de la plus-value et, d'autre part, à la lutte des capitalistes pour le maintien de leur taux de profit.

AVANT NOUS, LE DELUGE !

Nos bons apôtres trouvent cette mécanique sociale absolument horrifiante et inhumaine. Ils lui opposent, pour l'exercer, ce que le bon sens vulgaire appelle les « impondérables », les choses qui par leur nature ne se laissent pas mesurer, n'entrent pas dans les calculs et demeurent imprévisibles. Bien entendu, ils vont chercher ces choses dans la « psychologie » ou plutôt dans une conception de la psychologie qui s'apparente autant à la psychologie scientifique que la cosmogonie des quatre éléments à la conception moderne du champ électrique. Remontant au déluge, ils vont faire un tour dans les sociétés primitives, où ils découvrent, grâce à la médiation de leur bibliothèque, la curieuse institution du potlatch qui les met dans un état d'excitation extraordinaire. Le potlatch, forme primitive de l'échange en même temps que de la concurrence, se manifeste sous la forme rituelle d'un assaut de générosité dans lequel il y a un vainqueur et un vaincu. Celui qui reçoit un don, s'engage à le rendre à usure, et il court le risque de faire faillite, mais aussi la chance d'accroître son prestige et sa richesse. Voilà bien les impondérables sur lesquels est fondé l'échange et toute la vie économique même moderne : rivalité dans la générosité, c'est-à-dire concurrence dans l'abaissement des prix, risque inhérent à l'essor de toute entreprise, lutte pour le prestige davantage que pour la richesse matérielle ! Si vous voulez savoir pourquoi votre fille est muette, apprenez que c'est là que se trouve le secret de la valeur et non dans les abstractions marxistes. Le crédit a précédé l'échange. Ici nos découvreurs de terres inconnues, retrouvent la fameuse « confiance », ce noble impondérable cher aux lecteurs de feuilles financières, qui constituerait le ressort psychologique de toute l'économie.

Revenant parmi nous, ils découvrent que la conception marxiste du travail est absolument insuffisante : au lieu de ramener les travaux à la commune mesure de la dépense des énergies utiles en fonction du temps, il convient de dissocier cette notion en deux éléments : l'activité créatrice spirituelle qui se manifeste dans les inventions dont le cours est absolument imprévisible et la grossière activité matérielle, forme dégradée de la précédente, qui se manifeste dans les gestes automatiques de l'ouvrier. Ainsi se trouvent posés les fondements d'un spiritualisme économique opposé au matérialisme marxiste.

La valeur de cette critique de l'économie marxite se ramène à la valeur de la critique de l'activité scientifique dont elle dépend. L'activité de la pensée scientifique, quoi qu'en aient ces messieurs, ne consiste pas le moins du monde à faire disparaître toutes les différences qui se manifestent dans la représentation concrète des choses, dans une nuit mathématique où tous les chats deviendraient de la même couleur grisâtre et homogène. Pour retenir cet exemple des couleurs, le fait de ramener les différences concrètes et qualitatives entre les couleurs à des différences mesurables entre les longueurs d'onde, n'a jamais amené aucun physicien mathématicien à confondre une couleur avec une autre. L'échelle des longueurs d'onde qu'établit la physique mathématique est même quelque chose de plus riche, de plus différencié, que le spectre des couleurs. Le résultat final de l'activité scientifique n'est en aucune façon un appauvrissement de la représentation de la réalité. De même qu'il y a beaucoup plus de choses dans le riche univers de la physique mathématique que dans le pauvre petit univers

---

« pendant si, un matin, dans une de v s cabanes, vous sentez « grogner la faim, écrivez-nous — on sait ce que c'est à La « Rue; et l'on videra ses poches pour envoyer son obole au « Creusot.

« Si quelques-uns de nos amis ont deux sous de trop, qu'ils « nous les envoient, et que ce ne soit pas la dent de la faim « qui vide le sang de leurs veines que menace déjà la pointe « des baïonnettes. »

Dans L'Intermédiaire des Chercheurs et des Curieux (16 *novembre* 1883, *t. XVI, col.* 657 *et suivantes*), *Maurice Tourneux, répondant à une question de Veliavius (col.* 521) *sur les journaux de Vallès, indique que* La Rue *fut condamnée pour trois articles parus le n° 27 : « Les femmes des condamnés à Cayenne, le menu du peuple, la carotte », je n'ai pu vérifier l'assignation elle-même reproduite dans le dernier numéro in-plano de* La Rue, *et contenant une statistique du docteur E. Galitaire, intitulée « Paris, misère. La faim et la mort », ainsi que les lettres d'adieu échangées entre les collaborateurs — ce numéro manque à la Bibliothèque Nationale; mais il est probable que Tourneux commet de nombreuses erreurs : l'article de Vallès s'intitule — nous le savons — « Les femmes des condamnés »; le second article visé est probabement celui d'Emile Magé : « Coups d'ongles; à Cayenne »; le troisième : « Le menu du peuple », de Nestor Leroy, que je présenterai quelque jour aux lecteurs de Masses; il contient, en effet, selon l'habitude et le procédé de son auteur, de multiples allusions à la vie politique, au fils bouffi de Lætitia, à la carotte « qui pousse modeste dans le potager des procureurs et se gonfle glorieuse dans les jardins des ministères », à la carotte de Sainte-Hélène...*

A Pâques, La Rue *est morte; ses collaborateurs n'ont cependant pas en vain « poussé la machine » jusqu'à l'aube — le jour de la fête de « leur Jules », comme les autres jours —; ils ont bien travaillé et mérité notre souvenir; ils ont répandu à profusion des idées saines et généreuses et préparé, sans le savoir, ce mouvement unique dans l'histoire du prolétariat, la Commune toute prochaine.*

GASTON FERDIERE.

des qualités sensibles, il y a beaucoup plus de choses dans l'analyse marxiste des lois du capitalisme que dans les pauvres petites histoires que nous racontent MM. Aron et Dandieu sur la générosité et la rivalité, la confiance et le risque, l'invention créatrice et le labeur automatique, pauvres petites histoires qui ne sont qu'un thème facile d'exaltation sentimentale sur les débuts du capitalisme ! La découverte de l'institution du potlatch chez les tribus australiennes et américaines, jetterait bas les fondements de l'analyse marxiste. Pas possible ! Ces messieurs paraissent avoir de cette institution une connaissance aussi superficielle que celle qu'ils ont du marxisme, ce qui n'est pas peu dire.

LE POTLATCH EXCITE CES MESSIEURS

Le potlatch est une institution caractéristique des sociétés de transition entre le communisme primitif et une sorte de féodalisme mercantile, dans lesquelles les chefs, agissant encore au nom du groupe, commencent à accaparer à la fois l'autorité sociale jusque-là diffuse et la richesse jusque-là commune. En même temps que l'autorité du chef et la propriété privée, apparaissent la circulation des richesses entre les groupes, et une sorte de concurrence entre les groupes et leurs qui se manifeste dans le potlatch.

L'institution du potlatch dont il faudrait d'ailleurs mieux connaître les conditions (dans quelle mesure les sociétés à potlatch sont-elles des sociétés d'un niveau supérieur dans le développement des forces productives comparées aux sociétés primitives de type communiste ?), jette une lumière intéressante sur le mécanisme de la dissolution de l'ordre communiste primitif. On se demande en quoi cette institution contredit l'analyse marxiste ? Serait-ce par son caractère religieux et mystique ? Mais tout est religieux et mystique chez les primitifs, et il faut être ignorant comme un sorbonnard pour ne pas savoir que pour Marx la forme religieuse est la forme primitive de la conscience humaine. Seulement, Marx, à la différence des sorbonnards, ne confond pas les formes de l'idéologie et les formes de l'activité effective. Serait-ce par le caractère symbolique des choses échangées ? Mais les échanges de richesses symboliques ne sont que le prétexte et le véhicule des échanges des richesses réelles. Tel est le cas en particulier du fameux commerce kula en Océanie.

Lorsque MM. Aron et Dandieu attribuent à Marx la conception du troc entre deux individus, fondé sur le penchant naturel que l'homme éprouverait pour l'échange, conception qui est celle des économistes libéraux, ils se moquent du monde. Pour Marx, « l'échange se produit aux extrémités des organismes sociaux . Il est collectif avant d'être individuel, puisque la propriété commune du groupe précède la propriété individuelle. Par ailleurs, le commerce, sous la forme primitive, est, pour Marx une manière d'établir des rapports entre les groupes sociaux analogue à la guerre. Le fait que dans le potlatch le chef agisse au nom du groupe et que l'échange s'opère avec un cérémonial qui symbolise les formes de la guerre, vient apporter une confirmation à ces vues de Marx.

Il en est de même de l'antagonisme réel et non plus symbolique qui existe dans le potlatch du fait qu'il donne lieu à une rivalité véritable, où il y a un vainqueur et un vaincu. Nos découvreurs d'Amérique s'imaginent-ils qu'ils vont apprendre à Marx que l'échange n'est pas l'incarnation de la justice égalitaire et qu'il ne conduit pas aux harmonies économiques de Bastiat ?

IGNORANTS OU FUMISTES ?

Quant à la critique que font MM. Aron et Dandieu de la conception marxiste du travail humain, elle ne prouve que l'ignorance de ses auteurs. Marx, dans l'analyse qu'il donne des éléments naturels de l'économie, a opposé l'activité humaine exercée sur la nature aux activités instinctives des diverses espèces animales. L'homme conçoit d'abord sous forme de pensée ce qu'il exécute ensuite par le travail de ses mains. Le travail est donc aux origines une activité intellectuelle et manuelle à la fois. Puis se produit « la dégradante division entre le travail manuel et le travail intellectuel » que découvrent MM. Aron et Dandieu en reprochant à Marx de l'avoir ignorée ! Cette scission entre les fonctions d'invention et de direction d'une part, les fonctions d'exécution et de reproduction, d'autre part, amplifiée de plus en plus par le capitalisme est un fait d'une importance capitale. Elle établit la division de la société en classes dirigeantes et classes dirigées, qui sont en même temps les classes exploiteuses et les classes exploitées. La fonction du communisme, selon Marx, est de restaurer l'homme complet en dépassant les formes bornées de la division du travail, conception d'une autre grandeur humaine que la misérable petite idéologie spiritualiste de la « personne », c'est-à-dire du chef d'entreprise, qu'exaltent ces réactionnaires camouflés en « révolutionnaires ». Par ailleurs, on peut renvoyer les tenants de la conception bergsonienne de l'invention créatrice des bouleversements sociaux, mais indépendante elle-même de tout déterminisme social, à l'histoire des inventions qui n'apparaissent jamais comme l'œuvre exclusive d'un individu, ni comme étrangères aux conquêtes qui les ont précédées et aux besoins sociaux de leur époque.

SPECULATION MARXISTE ? NON ! OBJECTIVITE

Si l'on y regarde d'un peu plus près, on se rend compte que ce que ces messieurs reprochent surtout à Marx, c'est son objectivité. L'attitude scientifique se définit en effet, non par la prétention de réduire la diversité des choses à l'identité abstraite, mais par le souci de l'objectivité. Si le savant considère qu'une chose devient objet de science à partir du moment où l'on a découvert le biais par lequel elle pouvait être mesurée, c'est parce que la mesurabilité est synonyme d'objectivité en même temps que de précision. Aucune chose n'est « impondérable » par nature, même les fameux « facteurs psychologiques ». Une chose n'apparaît comme impondérable que lorsqu'on n'a pas encore découvert le biais par lequel elle pouvait être mesurée, lorsqu'on ne sait pas encore ce dont elle est fonction. Et il s'agit d'une limite mobile et sans cesse reculée.

Marx en cherchant à découvrir le biais par lequel les phénomènes économiques en régime capitaliste pouvaient être considérés comme des grandeurs mesurables en dépendance fonctionnelle les unes à l'égard des autres, est resté fidèle à la règle de l'objectivité scientifique. Il a cherché à établir des lois, non pas d'ailleurs des lois éternelles, mais des lois valables pour le système considéré : le système capitaliste.

Aucune des transformations, que MM. Aron et Dandieu attribuent à la fâcheuse disposition de Marx à l'abstraction systématique : ni celle de la valeur d'usage en valeur d'échange, ni celle du travail complexe en travail simple, ni celle du travail effectivement incorporé à une marchandise en travail statistique moyen, ne constituent des démarches gratuites et purement spéculatives de sa pensée. Toutes correspondent à des faits réels qui s'accomplissent effectivement chaque jour dans la réalité capitaliste, en vertu même de l'existence du marché.

A CAPITALISME INHUMAIN SERVITEURS MALHONNETES !

Ce n'est pas Marx qui subordonne la valeur d'usage à la valeur d'échange, c'est le système capitaliste lui-même, pour qui les produits ne sont que des marchandises, destinées non à satisfaire les besoins de la consommation, mais à être échangés contre la monnaie et à rapporter un profit. C'est le capitalisme, et non Marx, qui subordonne le souci de parfaire la qualité, la valeur d'usage, qui caractérisait la production artisanale, faite en vue d'une clientèle aristocratique, au souci de multiplier les valeurs d'échange destinées à une masse d'acheteurs anonymes. C'est encore le capitalisme qui, pressé par l'aiguillon de la concurrence, ramène sans cesse, par les procédés de la rationalisation technique, le travail complexe au travail simple, économise de plus en plus la dépense d'énergie humaine utile considérée exclusivement en fonction du temps, réduit les durées d'apprentissage. C'est le jeu même du marché capitaliste qui ramène la valeur des marchandises produites dans des conditions plus favorables ou moins favorables à la valeur de celles qui sont produites dans les conditions moyennes de la sphère de production considérée.

Que toute cette mécanique du capitalisme soit une mécanique absolument inhumaine, qu'elle ne fasse que traduire la domination de la société humaine par les artifices qui lui ont permis d'asservir les forces naturelles, les « révolutionnaires » de l'ORDRE NOUVEAU s'imaginent-ils que c'est à Marx qu'ils l'apprendront ?

Jusqu'ici, on avait mis en doute l'objectivité scientifique de Marx parce qu'il se présentait comme un révolutionnaire en même temps que comme un savant. Maintenant, on met en doute la valeur révolutionnaire du marxisme, en raison de l'objectivité scientifique de Marx. L'intégrité de Marx à la fois comme révolutionnaire et comme savant est la seule conclusion qu'on puisse honnêtement tirer de l'opposition qui existe entre ces deux genres de critique.

Le procédé qui consiste à se faire fort de l'analyse objective que Marx a donné du système capitaliste pour rendre le marxisme responsable de toutes les tares du capitalisme mérite en tout cas d'être relevé. Ce procédé intellectuel, de nature absolument pré-logique, est le procédé même de la propagande fasciste.

(A suivre.)

ANDRE PATRI.

Le syndicalisme des jeunes

Les événements actuels placent au premier plan le problème syndical et les questions qui s'y rattachent : Les capitalistes n'envisagent-ils pas uniquement de résoudre la crise par la déflation brutale des traitements et des salaires ?

Le patron de l'industrie privée et l'Etat-patron se ressemblent, en l'occurrence, « comme deux frères ». Devant le péril, les travailleurs se retournent alors vers les organismes de lutte spécialement créés pour la défense de leurs intérêts de classe : vers leurs syndicats.

Que trouvent-ils ? Deux organisations, la C.G.T. et la C.G.T.U. qui, malgré les heures graves, s'affrontent avec violence, et étalent, non sans quelque complaisance, leur désunion, se rejetant mutuellement la responsabilité du désaccord. Tout naturellement, ce sont les travailleurs qui font les frais de ces bruyantes querelles, car les milieux bourgeois applaudissent à ces divisions du prolétariat et en profitent pour affermir leur domination de classe.

Mais, instruits par l'expérience cruelle des pays voisins les travailleurs français sentent vivement la nécessité de s'unir.

Qu'est-ce qui s'oppose à ce vif, cet indéniable courant d'unité, au sein des deux organisations. C'est ce que nous voudrions examiner.

A LA C. G. T.

Dans les rangs confédérés les militants se montrent avant tout soucieux de maintenir l'autorité de leur organisation ; nous ne voulons pas méconnaître les avantages de syndicats puissants : trésorerie bien alimentée, bulletin et journaux régulièrement publiés, offices de toutes sortes fonctionnant à la satisfaction des adhérents, assemblées délibérant dans l'ordre et le calme... Et en regard, que craignent les responsables ? L'Aventure ! les motions issues d'assemblées autres que les assemblées régulières, les décisions prises spontanément s'opposant aux décisions des organismes centraux.

Il est possible que, dans de telles conjonctures, l'organisation court quelques risques.

Mais ne peut-on craindre qu'à force d'avoir peur du risque, la C. G. T. finisse par n'en vouloir courir aucun et adopter l'attitude de passivité la plus contraire à sa raison d'être ?

« L'aventure » ! Camarades, quelle plus terrible aventure que celle où l'excès de prudence, l'excès de timidité ont conduit les organisations syndicales allemandes ?

Ne pensez-vous pas que, pour ne pas avoir voulu risquer l'aventure, elles ont dû misérablement capituler et ont connu la honte de passer armes et bagages au fascisme triomphant ?

A LA C. G. T. U.

A la C. G. T. U., autres critiques. Certes, on y trouve plus d'allant, plus de combativité, un esprit révolutionnaire plus ardent ; mais, aussi les attaques injustes, parce que systématiques contre l'organisation voisine ; l'asservissement étroit de tout mouvement à des fins politiques auxquelles on subordonne l'intérêt immédiat des travailleurs ; la dépendance absolue de l'organisation à un parti politique qui prend ses mots d'ordre dans un pays où la condition du prolétariat avant la Révolution n'a jamais ressemblé à celle du prolétariat des pays occidentaux.

Or, nombreux sont parmi les jeunes ceux qui veulent l'unité ouvrière ; ils n'ont pas vécu les heures de la scission ; ils se refusent à partager les rancœurs, les amertumes qui en sont nées. Ils croient fermement que, sans cette pénible division, le prolétariat d'Occident ne connaîtrait sans doute pas les affres de la dictature fasciste. Etablie en Italie, en Allemagne, elle s'installe en France à la faveur d'un gouvernement « d'union nationale » et de « trêve ». Les jeunes sont las des défiances réciproques, des mains tendues, alors que les esprits restent pleins d'arrières-pensées ; las des réserves perpétuelles avec lesquelles on accueille le moindre geste d'amitié qui vient du camp adverse.

Mais comment songer à modifier un tel état d'esprit, si ceux qui sont indélébilement influencés par le passé gouvernent et règnent d'une façon qu'il n'est pas excessif de qualifier d'omnipotente.

Nous nous refusons à faire ici un procès de personnes; mais nous pensons qu'un des maux dont souffre le syndicalisme est la constitution d'une bureaucratie hiérarchisée ayant à sa tête des militants, en principe renouvelables, pratiquement inamovibles.

CONTRE LE BUREAUCRATISME

Nous demandons le renouvellement obligatoire des cadres syndicaux et posons pour cela, le principe de la non-réélection au bout de 3 ans des dirigeants et secrétaires de toutes les sections syndicales.

Je vois déjà se dessiner sur les lèvres les sourires pleins de sympathique commisération.

« Ainsi, vous croyez qu'on improvise ainsi du jour au lendemain des militants, vous repoussez les conseils de l'expérience et vous croyez que la jeunesse a seule le privilège de voir clair et juste ? »

Point du tout ! **Mais je pense que l'exercice du pouvoir, de quelque pouvoir que ce soit est dangereux pour celui qui l'exerce ; à plus forte raison un militant syndicaliste doit-il se souvenir qu'il n'est pas un chef, mais un représentant de ceux qui l'ont élu et qu'il doit à tout moment soumettre son activité à l'approbation des militants de base.**

Mais objecteront les dirigeants, nous n'avons jamais manqué de le faire et ce sont les syndiqués de la base qui nous ont maintenus à la place que nous occupons.

C'est bien là le mal. Sauvons les chefs des dangers de la popularité, de la confiance à vie que leur témoigne une masse toujours plus prompte à admirer et obéir qu'à critiquer et vouloir par elle-même.

Qu'il y ait des inconvénients à une telle réforme, nous ne sommes pas sans les voir ; mais ils nous paraissent moins graves que ceux qui résultent de cette quasi-inamovibilité de la fonction.

D'ailleurs, si un véritable esprit syndicaliste anime les anciens, se peut-il qu'ils quittent leur poste sans faire bénéficier leurs remplaçants de l'expérience qu'ils ont acquise, sans les mettre au courant des affaires corporatives, sans leur laisser les documents nécessaires pour que l'activité syndicale ne soit nullement entravée par ces renouvellements plus fréquents.

Il faut rajeunir les cadres ! pas d'une manière factice, mais en assurant le renouvellement régulier et périodique, de ceux qui doivent, difficile mission, à la fois exprimer les volontés de la masse et l'entraîner sur des solutions neuves et hardies.

Jeanne HARZELEC.

"Les amis de la nature"

Nous invitons vivement nos camarades à venir nombreux à leurs sorties. Ils pourront, selon leur goût, pratiquer le camping ou simplement passer le dimanche en plein air en pratiquant des jeux divers, avec des camarades ouvriers qui leur réserveront le meilleur accueil.

SORTIES DE MAI

SAMEDI 12, DIMANCHE 13. — Pédestres : Camp commun avec l'**Union Naturiste** à **Chalifert.** Départ principal gare de l'Est à 14 h. 20 pour Lagny.

SAMEDI 19, DIMANCHE 20, LUNDI 21. — Pédestres : Camp à Saint-Leu d'Esserent. Départ principal à 14 h. 35 gare du Nord, pour Chantilly.

Cyclo-campeurs : Excursion dans la vallée de l'Eure, samedi camp à Arnouville, R. V. à 14 h. à Porte Maillot; Anet, Louviers, Fleury-sur-Andelle, Lyon-la-Forêt, Vernon, Paris (220 km.).

SAMEDI 26, DIMANCHE 27. — Pédestres. — Camp au bois des Vallières. Départ principal gare de l'Est à 14 h. 20, pour Lagny.

Pour topos, s'adresser 12, rue Xavier-Privas (5e).

ABONNEZ-VOUS

Abonnements pour 10 Nos	**France.**	**9 fr.**
» »	**Etrang.**	**13 fr.**
» 20 Nos (1)	**France.**	**18 fr.**
» »	**Etrang.**	**26 fr.**
Abonnement de soutien		**50 fr.**

Adresser correspondance et mandats à J. Lefeuvre, 23, rue Mouffetard, Paris (5e).

Ou utilisez notre compte de chèques postaux : Paris 824-24, Thomas Jean, 23, rue Mouffetard, Paris (5e).

Profitez de nos primes

(1) L'abonnement à 20 Nos permet de choisir un des livres suivants :

LE MATERIALISME MILITANT, Plekhanov ;
LUDWIG FUERBACH, Engels ;
LES HOMMES DU 1905 RUSSE, Matveev ;
LA RUELLE DE MOSCOU, Ilya Ehrenbourg ;
LENINE A PARIS, Aline ;
COPAINS, Chpilewski ;
PARADIS AMERICAIN, Egon Erwin Kisch ;
LE ROSIER, Hermynia zur Mulhen ;
UN NOTAIRE ESPAGNOL EN RUSSIE, Diego Hidalgo.
LA NUIT, Marcel Martinet.

Les nationalistes français pendant la Commune

THIERS

« ...Les grandes pages de sa vie se placent après 1870... il se consacra passionnément et avec une merveilleuse activité au relèvement « de ce noble blessé « qui s'appelle la France ». Il fut le libérateur du territoire, le premier réorganisateur de l'armée, etc... » (« L'Epoque Contemporaine » de Malet.)

L'Assemblée Nationale, en majorité monarchiste, l'élut chef du Pouvoir Exécutif. La guerre de 1870 se terminait lamentablement. Le traité de paix, qu'il signa quelques jours après son élection, exaspéra tout le monde et fut un des facteurs du soulèvement de la Commune.

La Garde nationale, encore armée et disciplinée, forme un Comité central qui prit la direction du mouvement jusqu'à l'élection de la « Commune de Paris ». Celle-ci groupait un grand nombre de tendances : depuis les patriotes blessés et revanchards jusqu'aux révolutionnaires internationalistes. Il y eut, évidemment, du « flottement », mais ce fut la première fois, depuis juin 1848, que le prolétariat sentit et montra réellement sa force.

Devant la Commune, le résultat est immédiat. La bourgeoisie a peur et ne pense même pas à le cacher. Elle cherche une issue, les grandes puissances aussi. Car, comme l'écrivait, le 27 mars, le correspondant français de la « Gazette Générale » d'Augsbourg : « Qu'on ne pense « pas que les événements parisiens se limiteront seulement à la France. Les « insurgés parisiens comptent sur un soutien en Allemagne, en Autriche, au « Luxembourg, en Suisse, où existent des « sociétés communistes dont le nombre « total d'adhérents atteint 1.200.000 mem- « bres et croit annuellement de 80.000. »

Il faut une solution forte, rapide, sûre. Les esprits commencent à s'effrayer et la répression doit être exemplaire. La France, épuisée, ne peut seule répondre au danger et pourtant on ne peut attendre...

Et l'on pensa tout naturellement à l'Allemagne. L'Allemagne qui venait de terminer victorieusement une guerre contre la France et dont les armées occupaient encore une partie du territoire de l'Est et du Nord et plusieurs forts autour de Paris.

Le C. C. avait demandé une trêve à Bismarck et l'avait obtenue. Mais qu'est-ce qu'une signature, qu'est-ce qu'une convention à violer pour écraser un ennemi comme le Socialisme ?

Bismarck était prêt à bombarder Paris. Il mettait toute son armée à la disposition de Thiers.

LA COMMUNION SACREE

Et ainsi les deux « ennemis héréditaires » se tendaient la main. Il y eut des conférences, des échanges de lettres, les ambassadeurs des deux pays avaient de nouveau des relations cordiales. On oubliait qu'on venait de se battre, qu'il y avait eu de nombreux morts. On oubliait les cris de haine lancés des deux côtés. Les deux bourgeois communiaient dans une même haine de la révolte prolétarienne.

Mais Thiers refusa l'aide officielle de Bismarck, en s'appuyant sur le principe que « L'INSURRECTION FRANÇAISE DEVAIT ETRE SOUMISE PAR DES TROUPES FRANÇAISES ». Ou'est-ce qui poussait Thiers à émettre un tel principe ? A cette question, un officieux du gouvernement tsariste donna une réponse qui nous semble proche de la vérité : « Si l'on se rappelle quelle influence malheureuse eurent de semblables interventions (de puissances étrangères) sur le sort des Bourbons, dont la restauration s'effectua dans des circonstances semblables, alors il faut reconnaître, sous ce rapport, le bien-fondé des appréhensions de M. M. Thiers. »

Mais si l'aide n'est pas officielle, elle existe pourtant, et d'une manière tangible. Bismarck permet la formation d'une armée nouvelle, facilite l'échange de prisonniers (on en compte de 5 à 6.000 par jour qui passent à Strasbourg). En peu de temps, l'armée de l' « ordre » compta 150.000 hommes.

Cela ne paraissait pas suffisant. La Commune résistait.

Entre temps, Bismarck et Favre signent le traité de paix définitif à Francfort. De plus en plus, l'opinion internationale pousse Bismarck à aider Thiers et celui-ci fait de nouveau une offre d'intervention que Thiers repousse en promettant une action rapide.

Malgré cela les forts occupés par l'Allemagne reçoivent des renforts et se préparent à l'action.

Le 21 mai l'armée de Thiers réussit à rentrer dans Paris. Ce fut la bataille la plus odieuse et la plus sanglante. On annonça officiellement, à l'époque, 6.500 morts. On en avoue maintenant 17.000.

Mais revenons aux rapports Bismarck-Thiers.

Bismarck était au début de 1870 l'homme le plus haï en France. Ce fut plus tard l'homme de la dépêche d'Ems, puis celui du traité de Francfort. Or, sitôt la guerre finie, pendant une trêve, même avant la signature du traité — en somme pendant les hostilités — nous voyons ces deux hommes travailler la main dans la main.

LES « PUISSANCES » A LA RESCOUSSE

Le « Times », principal organe de la bourgeoisie anglaise, écrit le 19 mai : « L'issue de la lutte ne fait aucun doute, d'autant que deux grandes puissances sont armées contre la Commune et se préparent à l'écraser. D'une part, nous avons l'armée française et, de l'autre, les forces énormes des Prussiens qui ont occupé de nouvelles positions et sont prêts à intervenir. Si Versailles se montre impuissant à prendre Paris, les Prussiens lui donneront de l'aide, et ainsi le sort de la Commune sera résolu. »

Et tout le monde de se réjouir !

Bismarck n'agit pas seul.

Le 17 mai 1871, il reçoit une délégation collective des représentants diplomatiques des grandes puissances européennes lui demandant de prendre la défense des intérêts de leurs nationaux à Paris.

Quelques jours après, il profite de l'attaque de l'ambassade des Etas-Unis pour chercher chicane aux communards. Le télégramme suivant envoyé de Francfort à Moltke, le 22 mai, montre combien les mains démangeaient à Bismarck : « Si la prise de Paris par les troupes gouvernementales n'est pas confirmée ou paraît incomplète, alors, à mon avis, le saccage de la maison (de l'ambassade américaine) et le pillage insolent de nos archives conservées là, nous donnent plusieurs droits d'ouvrir le feu sur Paris si l'on ne nous livre pas immédiatement les auteurs de cette affaire et également nos archives. » Molkte répondit : « L'action militaire contre Paris est préparée de telle sorte qu'elle peut commencer à tout moment. »

QUAND L' « ORDRE » EST MENACE

Il n'a pas eu besoin de ce prétexte. Thiers avait fait entre temps son « devoir » (17.000 morts).

Pendant ce temps, les Prussiens aidaient comme ils le pouvaient le gouvernement de l'ordre.

Tout insurgé surpris dans le rayon occupé par les Allemands était aussitôt remis entre les mains des Versaillais, ce qui équivalait pour lui à la peine de mort. Le commandant du fort de Vincennes, convaincu que la résistance était inutile, voulut se rendre aux Allemands le 28 mai. Il ne leur demanda que de leur laisser la vie et la liberté. Ils furent néanmoins remis au Versaillais qui les fusillèrent.

Les Prussiens avaient coupé toutes les communications entre Paris et l'extérieur. Des rails furent enlevés sur une longueur de 100 mètres (27 mai, journal de Rossel.)

Le 23 mai, les Allemands laissèrent franchir la zone neutre au régiment versaillais Montaudon, ce qui lui permit d'aborder Montmartre par le Nord, c'est-à-dire sur un point où les délégués ne les attendaient point. Jusqu'au bout l'odieuse collaboration se poursuivit...

Laissons Marx conclure : « Qu'après la guerre la plus gigantesque des temps modernes, on voie l'armée victorieuse et l'armée vaincue fraterniser pour massacrer en commun le prolétariat, cet événement inouï n'indique point, comme se l'imagine Bismarck, l'écrasement définitif d'une société nouvelle qui se soulevait, mais bien l'écroulement de la société bourgeoise tombant en poussière. Le plus haut effort d'héroïsme dont cete société soit encore capable, c'est la guerre nationale. Or, il est prouvé aujourd'hui qu'elle est une pure mystification des gouvernements, qu'elle a pour but de retarder la lutte des classes et, enfin, qu'il y faut renoncer au plus vite quand cette lutte de classes éclate et devient la guerre civile. Le régime des classes ne peut plus désormais se couvrir de l'uniforme national. LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX NE FONT QU'UN CONTRE LE PROLETARIAT. »

(Manifeste de Marx au Conseil général de l'Internationale 1871).

Jean MERCIER.

GENS DE MER

par EDOUARD PEISSON (Ed. B. Grasset).

« Gens de Mer », venant après « Parti de Liverpool », ne nous a pas déçus. Il est bien de la même veine où s'affirme le talent de conteur de Peisson. Seul un marin peut nous parler de la mer et de ses travailleurs avec cet accent, et c'est bien ce qui fait la valeur, l'intérêt de ses livres.

A le lire, on se sent proche de ces hommes dont la vie est si différente de la nôtre. Ses matelots, ses officiers sont des êtres de tous les jours, mais que leur destin a placés dans une situation dont ils ne mesurent plus le danger. Et quand ce danger survient, ils restent des hommes, en proie à l'angoisse, au souci imminent de leur conservation, et non des héros cornéliens, gonflés de grandiloquence.

Jean-François Nau, commandant du schoner « Le Pétrel », nous le sentons si humain, si vrai dans son inquiétude, si isolé dans le sentiment de sa responsabilité et de son autorité, que nous souffrons avec lui et voudrions l'aider.

Peisson réussit avec des moyens infiniment simples à décrire, l'interminable tempête, le lent naufrage du navire et le patient martyre des marins. Et cela est si criant de vérité qu'on le lit la gorge serrée, avec l'appréhension et l'appétit de la page suivante. Il sait nous faire comprendre la solidarité active et naturelle des marins de tous les pays. Grâce à lui, le profane saisit quelques-uns des fils occultes qui relient les ports internationaux. Telle cette puissante société de sauvetage qu'un réseau télégraphique place au centre des mers, alors que son siège est à Copenhague.

Ce qui se dégage des livres de Peisson, c'est le sentiment profondément humain, sensible et fraternel qui anime l'auteur lorsqu'il parle des gens de mer.

Le reproche que nous adressions à Peisson, à l'occasion de son précédent roman, d'avantager involontairement le rôle des officiers au détriment de celui, plus obscur, des matelots et mécaniciens, tombe avec « Gens de mer ». Loin de nous la pensée d'opposer ceux de la passerelle à ceux du pont ou des machines. Ce sont deux catégories bien distinctes de travailleurs également courageux. Mais il nous fallait signaler que Peisson, malgré son évidente bonne foi, son impartialité, n'avait pas échappé, en tant que marin de pont, à ce sentiment répandu dans la navigation qui fait dédaigner par ceux qui sont en haut les gens qui sont en bas.

Nous nous plaisons à constater qu'avec « Gens de mer » l'équilibre a été rétabli. Et que son livre, par là, atteint à la valeur objective du témoignage.

PIERRE AUTRY.

• • •

UN MORT TOUT NEUF

par Eugène DABIT (Edition de la N.R.F.)

Un homme meurt subitement, un homme qui est riche, quelconque, égoïste, mesquin, d'esprit borné, d'âme vulgaire. Sa vie a été calme, ordonnée, respectable somme toute, de cette respectabilité qui cache une uniforme médiocrité de faits et de sentiments. Aucun élan ne l'a traversée, aucune beauté. Nul désintéressement n'est venu adoucir cette existence étroite uniquement tendue vers l'argent. Des femmes possédées sans amour, des souvenirs de gueuletons, des coups de Bourse, le commerce. En définitive, une vie bien digne d'un homme « arrivé ». A l'annonce de sa mort, son entourage qui lui ressemble étrangement, réagit. Et nous voyons tous ces gens-là, médiocres, pleurer médiocrement le disparu. Tous se reconnaissent en lui, de là le regret unanime qu'ils manifestent, ce qui ne les empêche pas, avec des larmes, d'évaluer la part de l'héritage qui doit leur revenir. Pas une note discordante dans la peine. Cela peut sembler psychologiquement erroné, car il n'est pas d'exemple qu'un homme, si sympathique soit-il, et à plus forte raison l'Albert du roman, n'ait dans sa vie suscité des inimitiés.

Eugène Dabit nous expose cette histoire sur un ton monocorde, volontairement éteint. Il ne néglige aucun détail, aucune précision susceptibles d'éclairer l'âme de ses personnages qui est, avouons-le, la nôtre aussi par quelque côté.

Cette méthode clinique de raconter, qui est souvent celle de Dabit, en l'ocurrence ne va pas sans monotonie. Mais elle a été imposée à l'auteur par son sujet même, lequel, sans grandeur et sans idéal, appelait une manière sèche, précise et froide comme un scapel. Néanmoins, on souhaiterait par moments, au milieu de cette atmosphère étouffante, un appel d'air, une détente, une échappée vers la vie.

Eugène Dabit ne l'a pas voulu. Peut-être a-t-il eu raison ? Car tel qu'il est, son livre, entre autres qualités, porte la marque enviée d'une sobre puissance. Et c'est un document social de premier ordre. Peut-on demander mieux ?

PIERRE AUTRY.

• • •

LA CRISE SEXUELLE

Dr Wilhelm Reich (Ed. Soc. Intern.)

Dans la première partie du livre, Reich souligne les effets funestes de la « morale » sexuelle bourgeoise. Il démontre comment cette moralité est liée aux conditions économiques existantes, comment les « philantropes » bourgeois qui s'occupent de la question sexuelle ne peuvent arriver à des solutions efficaces, car ils sont incapables de poursuivre une pensée qui les amènerait à la négation du régime capitaliste.

Dans une seconde partie intitulée : « Matérialisme Dialectique et Psychanalyse », Reich s'efforce de démontrer qu'il n'y a pas incompatibilité entre la psychanalyse de Freud et le matérialisme dialectique, et nous donne un bon résumé des idées freudiennes.

Suit un article de I. Sapir, soumettant à une critique serrée l'argumentation de Reich. Tandis que Reich ne tient presque pas compte du facteur social dans la vie psychique, il nous semble que Sapir sous-estime le facteur biologique comme force déterminante du comportement de l'homme, de sorte que la controverse Reich-Sapir ne saurait constituer le point final aux discussions qui s'élèvent de plus en plus autour de la psychanalyse. Sapir, tout en rejetant le système, ne nie pas l'importance de certaines découvertes freudiennes. Nous pensons que les problèmes de la vie sociale actuelle nous imposent l'étude plus approfondie du mécanisme psychique. Pour donner un exemple : Nous trouvons dans l'attitude des révolutionnaires envers les problèmes actuels des componentes effectives et inconscientes qui contrecarrent visiblement l'activité qui correspondrait à une reconnaissance objective de la situation. L'ultimatisme, par exemple, porte très nettement la marque de la surestimation du moi. Les tendances affectives opèrent dans le sens du maintien d'une situation privilégiée morale ou matérielle, non liée au régime actuel, c'est-à-dire cherchant à se maintenir dans n'importe quel régime social. Le réformisme qui se libérerait de tout ce qui le lie au régime capitaliste et que la logique de son réformisme mènerait à envisager des moyens révolutionnaires pour la défense et l'élargissement de ses droits, ne serait pas reconnu comme tel, car la qualification de révolutionnaire est retenue par l'ultimatiste comme un inventeur se réserve l'exploitation d'une patente.

Etroitement liés à la tendance de la surestimation du moi sont les problèmes de l'autorité, du culte du chef, du héros que nous ne rencontrons, hélas pas seulement dans le camp fasciste.

Nous restons sous l'impression que certaines données psychanalytiques développées dans un sens révolutionnaire pourraient devenir un précieux auxiliaire dans la lutte des classes. Que les psychanalistes bourgeois ne s'orientent pas dans cette direction, c'est peu étonnant. Mais nous nous demandons pourquoi on montre si peu d'empressement parmi les révolutionnaires.

Serait-ce également dû à un phénomène de refoulement ?

W. MAAG.

Libres

TERRES DEFRICHEES

TERRES DEFRICHEES (1), le nouveau roman de Cholokhov, a pour sujet la collectivisation des campagnes, sujet souvent traité dans la littérature et le film russes, et qui serait banal sans le réel talent de l'auteur.

Nous sommes au milieu de ses grandes steppes fertiles au bord du Don, de ses Cosaques têtus, ou prudents, ou rusés, mais tous agrippés à leur bien.

L'expropriation des koulaks, la formation du kolkhoz ne se font pas sans difficultés, d'autant plus que les décisions administratives sont contradictoires et viennent sans cesse contrecarrer la besogne faite par le délégué au kolkhoz. Ce dernier, d'ailleurs, serrurier de son métier, ne connait absolument rien à l'agriculture, pas plus que ceux dont il reçoit les ordres.

Le temps se passe en réunions ; le bétail est tour à tour mobilsé et démobilisé ; les paysans adhèrent au kolkhoz, le quittent, le réintègrent ; le fonds de semences est réalisé avec lenteur — si bien qu'une importante partie des semailles de froment s'est faite avec retard et risquerait de ne pas lever si une pluie miraculeuse autant qu'abondante ne se décidait à tomber au moment voulu.

Parallèlement, un ancien capitaine organise avec des mécontents une contre-révolution, mais s'il faut en croire l'auteur, un simple article de Staline, parvenu dans ces régions éloignées, suffit pour arrêter la révolte prête à éclater.

Tout cela nous est conté avec bonne humeur et donne lieu à des expressions savoureuses : « NOUS TE SUPPRIMONS EN TANT QUE CLASSE », disent les bolcheviks aux koulaks expropriés. Espérons que le koulak comprendra ! Tel autre se fait traiter de « trotskiste » pour n'avoir pas approuvé un article du camarade Staline (et pour s'être séparé de sa femme). Un troisième, prétendant avec raison que le blé a été semé bien tard, « VERSE DANS L'OPPORTUNISME » et se fait accuser de déviation de droite. Cholokhov introduit aussi un vieux Cosaque, le père Choukar, à qui il arrive des aventures cocasses et irrésistibles.

A retenir le chapitre truculent où l'auteur nous montre les paysans gavés de viande, ayant préféré égorger leurs bêtes et s'en nourrir plutôt que de les livrer au kolkhoz.

Mais ce qui domine dans ce livre et lui donne sa couleur, c'est le puissant souffle d'air qui vient des champs, du fleuve et des hommes ; des personnages d'une réalité brute ; une poésie large et agreste.

Ces scènes de la vie des paysans russes nous montrent des hommes (les bolcheviks) épuisés par une besogne harassante, et leur vie personnelle mutilée par une morale qui tend à devenir conventionnelle en U.R.S.S.

Malgré tout l'entrain et la bonne humeur dont ce livre est empreint, l'auteur, consciemment ou non, est trop vrai pour ne pas nous révéler le véritable visage de la collectivisation forcée et, par là, malgré lui peut-être, son ouvrage se change en accusation.

E. T.

• • •

LA FRATERNELLE DE VALENTIGNEY

(Le Travailleur Belfort) L. Renard

Une courte mais substantielle monographie. La société de consommation « La Fraternelle » fut fondée en 1867 par l'industriel Emile Peugeot. Pendant 50 ans elle resta dans la dépendance de la famille de son fondateur, présidée obliga-

(1) Ed. Soc. Internationales.

Critiques

toirement par un de ses membres, se développant de pair avec la firme familiale. Tout changea en 1917. Une puissante réaction des adhérents prolétariens chassa les administrateurs patronaux et la « Frat » devint le centre de la résistance contre les magnats du cycle et de l'automobile. Depuis 1917 elle n'a pas cessé de remplir ce rôle. Les Peugeot ont essayé de la détruire, en vain ; ils ont chassé de leurs ateliers son président Jacquemin ; ils ont fait mettre en demeure par le gouvernement du bloc national l'auteur de cette brochure de choisir dans les 48 heures entre son poste d'instituteur et sa fonction d'administrateur délégué de la coopérative. La « Frat » qui a fait en 1926-27 plus de 9 millions et demi de ventes et qui compte actuellement 3.000 membres (un tableau statistique très clair permet de se rendre compte du chemin parcouru depuis 1867) tient bon. Au pays de Montbéliard à peu près seule, elle maintient l'indépendance qu'elle a conquise contre le capitalisme tout-puissant.

J. D.

Histoire de la Révolution Russe

par **Léon Trotsky** (4 vol. chez Rieder)

On ne connait plus l'histoire vraie de la Révolution russe. On a créé sur elle des légendes imbéciles et les derniers à les répandre ne sont pas ceux qui la magnifient pour se l'approprier. Il appartenait à un de ses plus grands participants, à l'organisateur de l'insurrection à Petrograd, de jeter une vive lumière sur les événements tels qu'ils se sont passés et les processus économiques et sociaux qui les ont causés.

De cette œuvre de longue haleine deux tomes sont consacrés à la Révolution de Février. Il montre la décomposition du régime tsariste hâtée par les défaites sur le front et le bouillonnement des masses à l'intérieur. La Révolution de Février fut essentiellement un soulèvemnt des ouvriers et soldats de Petrograd, non seulement contre le régime capitaliste russe, **MAIS AUSSI EN DEPIT DU CALCUL DES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES.** C'est ce qui explique que le pouvoir tomba presque naturellement entre les mains de la démocratie petite-bourgeoise représentée par les mencheviks vaguement camouflés en « socialistes » et les socialistesrévolutionnaires. Non seulement de par sa nature la petite-bourgeoisie est incapable de jouer un rôle propre, mais le Gouvernement Provisoire qui l'exprima se montra également **INCAPABLE DE RESOUDRE LES PROBLEMES POSES PAR LA REVOLUTION** : surtout les problèmes de la paix et de la terre. Dans ces conditions, il était inévitable que les masses perdent peu à peu leurs illusions et abandonnent à son sort ce gouvernement de stipendiés de l'Entente. L'histoire de février à octobre est l'histoire de ce détachement progressif des masses et la prise de conscience de leurs véritables intérêts qui ne se confondaient nullement avec ceux des bourgeois libéraux. Elles le voyaient surtout plus clairement que le véritable organe de leur pouvoir était à côté du Comité exécutif central, le Soviet qui, bien que composé en majorité des mêmes hommes qui présidaient aux destinées de la Révolution, était plus à même de les représenter directement. Le parti bolchevik, sous la vigoureuse impulsion de Lénine, qui mettait en avant le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets », était appelé à paraître leur véritable défenseur. Mais elles ne lui font pas confiance tout de suite. Dans le bouillonnement de leurs forces qui ont renversé le régime tsariste, elles se soulèvent, sans but bien précis, d'une façon anarchique et descendent dans la rue en **AVRIL** et en **JUILLET**. Il leur faut la terrible expérience de **KORNILOV** pour s'apercevoir que la prise de pouvoir pour elles-mêmes n'est pas chose aussi simple qu'elles le croyaient, que l'ennemi est encore fort et capable de mobiliser quelques sotnias de cosaques pour briser leur magnifique élan.

Ce n'est que par une expérience douloureuse qu'elles viennent progressivement aux vues du parti bolchevik et qu'elles le pousseront à prendre le pouvoir.

A partir de ce moment, nous entrons dans la préparation directe d'Octobre. Le **SOLDAT** qui désire la paix encore plus que la terre, envoie dans ses comités des bolcheviks, déserte et désarme ses officiers. Le **PAYSAN** s'empare des terres, des monastères et des grands propriétaires fonciers et répand « le coq rouge » à travers le pays. L'**OUVRIER** de Poutilov quitte l'usine et vote our les bolcheviks. Il ne croit bientôt plus que ceux-ci sont des agents de l'état-major allemand. **KERENSKY** étale son néant : il n'est plus capable que de sévir contre les bolcheviks. **LENINE** de sa retraite appelle à l'insurrection.

Celle-ci décidée par le Comité central du Parti bolchevik se développe rapidement. **TROTSKY** à la tête du Comité militaire révolutionnaire s'empare des points stratégiques de la capitale et le dernier coup est donné contre le Palais d'Hiver quand s'ouvre le Congrès des Soviets, le « Congrès de la dictature ». Dans un enthousiasme délirant, Lénine y donne lecture des premiers décrets sur la paix et sur la terre. Les derniers groupes de mencheviks et de socialistes révolutionnaires y font piteuse figure et préfèrent se retirer plutôt que de sanctionner « le complot bolchevik ».

Cette brève histoire des événements n'est pas l'essentiel de l'ouvrage de Trotsky. Il y examine à la lumière du marxisme les principaux problèmes que posait l'insurrection. Comment gagner la paysannerie ? Comment résoudre la question nationale ? Quel fut le rôle de Lénine ? Il détruit la légende fabriquée depuis 1924 d'un parti bolchevik homogène toujours à la hauteur des événemnts dans une infaillibilité dogmatique et sûr de « son rôle dirigeant ». Dès **AVRIL**, Lénine opposait aux démocrates petits-bourgeois du C. C. qui préconisaient la fusion avec les mencheviks son sain réalisme de classe et à l'étonnement général parlait de **DICTATURE DU PROLETARIAT**. Sa lutte contre le Comité Central ne cessa pas jusqu'au jour de l'insurrection et il ne se faisait aucune illusion sur ceux qui tout en l'approuvant timidement partageaient au fond les idées de Zinoviev et Kamenev, adversaires déclarés de l'insurrection.

Trotsky termine son histoire de la Révolution en montrant dans quel profond accord il se trouvait avec Lénine sur les questions essentielles. Tous deux pensaient donc que seule la dictature du prolétariat était capable de résoudre les problèmes démocratiques posés par Février. Malgré les profonds différends qui le séparaient de Lénine en 1905, et Trotsky ne songe nullement à les déguiser, ils se trouvaient d'accord sur la question de la possibilité et du rôle de la dictature du prolétariat. Trotsky écrivait : « La révolution russe crée, à notre avis, des conditions dans lesquelles le pouvoir peut (doit, si la révolution est victorieuse) passer entre les mains du prolétariat avant que les politiciens du libéralisme bourgeois n'aient obtenu la possibilité de faire le complet étalage de leur génie gouvernemental » (bilans et perspectives 1905). Et Lénine au même moment : « De la révolution démocratique nous allons tout de suite passer, et justement à la mesure de notre force, de la force d'un prolétariat conscient et organisé, nous allons passer à une révolution socialiste. Nous tenons pour une révolution ininterrompue (permanente), nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin. » (Lénine, septembre 1905.)

Ils étaient d'accord également sur le **CARACTERE INTERNATIONAL** de la Révolution socialiste. Dans d'innombrables discours et articles Lénine montrait l'impossibilité de construire la société socialiste à l'intérieur des frontières nationales, non pas que cette idée fût contestée de son vivant, mais pour marquer le lien indissoluble qui liait le prolétariat russe au prolétariat d'Occident.

L'œuvre de Léon Trotsky n'est pas une œuvre de partisan, c'est-à-dire d'un homme qui partant d'une idée préconçue s'appliquera à retrouver dans les événements cette idée et par là à dénigrer ses actuels adversaires de tendance. Trotsky est un **HISTORIEN**, non pas objectif au sens bourgeois du mot, ce qui en l'occurrence ne voudrait rien dire, mais qui emploie une méthode qui par elle-même garantit l'objectivité de son travail : **LA METHODE MARXISTE**. Certes, ce n'est pas une garantie contre un subjectivisme malgré tout impossible à chasser que de parler de lui à la troisième personne dans le déroulement des événements, mais comme il l'explique lui-même ce coefficient de subjectivisme est singulièrement limité par la méthode qu'il emploie. De plus, il ne va pas par une sorte de modestie mal comprise dissimuler son rôle dans la révolution, ni même l'amoindrir. Ses adversaires ont assez essayé de montrer que la révolution s'était faite sans lui, et même contre lui, pour qu'il ne rétablisse pas la vérité.

Malgré les légendes, les calomnies et les mensonges, les noms de **LENINE** et **TROTSKY** restent à jamais liés dans l'histoire de la Révolution russe... Et ce n'est pas le moindre enseignement que l'on retire de la lecture de l'ouvrage de Trotsky.

MAURICE NADEAU.

MASSES joint sa voix aux nombreuses protestations contre l'expulsion de TROTSKY. Elle tient à stigmatiser l'ignoble attitude de la presse bourgeoise. Elle regrette que « l'Humanité » se soit abaissée à faire chorus avec ces provocateurs.

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DES GROUPES D'ÉTUDES

ADMINISTRATION : 23, rue Mouffetard - Paris Ve

MASSES

Sociologie - Économie Politique - Littérature Architecture - Arts

Directeur : René LEFEUVRE

Abonnements	France	Etranger
10 numéros	9 »	13 »
20 numéros	18 »	26 »

DISQUES DE JAZZ ET AUTRES

Depuis deux ans, à quelques exceptions près, les disques les plus intéressants sont ceux du jazz-hot ; cela pour les maisons d'édition phonographique qui ne se sont pas cantonnées dans la camelote de vente au jour le jour. Brunswik et Gramophone ont fait, notamment l'an dernier, des efforts qui eussent mérité une presse plus large que celle qu'eurent leur série de hot, cela malgré la venue en France de quelques-uns des grands orchestres noirs de Harlem. Il y a quatre ou cinq ans, toute la soi-disant critique libre du disque, celle qui donne des prix en plus de ses avis, vantait à grand renfort de qualificatifs les caoutchouteries sonores des Jack Hilton, Whitheman, etc.

Comme le jazz nègre va à l'encontre du goût (?) public — si l'on peut dire goût — le hot doit marcher sans leur secours. A part quelques articliers qui se sont spécialisés, et encore les revues où ils écrivent sont-elles de second plan. Le jazz nègre comme au temps de sa première entrée en en France, vers 1926-1927. Disques de Morton chez Gramo, d'Ellington chez Columbia, d'Amstrong chez Odéon, au reste proscrit. De même que le plus grand poète actuel est peut-être le nègre Langton Hughes, dont aucun livre n'est traduit, on persiste à laisser dans l'ombre un Handy, sans doute parce que noir également.

Il n'est que trop exact que l'on méconnaît la valeur du jazz, chez nous, comme l'on abomine, faute d'attention et d'effort, toute musique qui a un caractère neuf : Satie Stravinsky, Bartok. L'ouvrier reste encore à Puccini, à Gounod ou à Massenet et Charpentier. C'est de l'ankylose. Serait-ce en vain que le phonographe et la T.S.F. diffuseraient les grands orchestres du monde, et que toutes les voix du monde se feraient entendre, l'Afrique, l'Océanie, l'Asie. Hélas, oui, j'ai vu siffler dans les actualités sonores une danseuse péruvienne dans une réalisation splendide, et applaudir une sottise qui suivait et qui était « made in France ». Cela tient à l'ignorance et c'est cela qui est grave. Il y a un peu de notre faute, à nous aussi, j'admets, mais nous désirerions qu'on fît plus d'effort pour comprendre. Est-ce impossible ? Non. Il s'agit de se retirer de la tête les opinions de parti-pris qu'on a pu glaner çà et là. Ensuite de ne pas se dire : Je suis juge impartial et je ne me trompe pas. Prenons le jazz, puisque c'était au sujet du jazz que nous déplorions l'universelle méconnaissance du sujet. Qu'est-ce que le jazz ? Du bruit... du bruit n'importe comment. De l'excentricité, chiqué. Voilà la plupart du temps comment on nous répondra à cette question. Or ce n'est ni du bruit, ni du chiqué, ni de l'excentricité, c'est, à l'heure qu'il est, la seule musique moderne qui ait une valeur authentique. La seule qui soit expressive d'une race. Bien entendu, il ne s'agit pas des gesticulations et autres clowneries d'orchestres. Il est question ici du jazz noir, dont il n'y a que 25 mois, nous n'étions que quelques-uns à connaître. Quelques-unes des extraordinaires réalisations. Disques Brunswik, Victor Parlophone. Aujourd'hui que cent cinquante disques sont écoutables par tous, l'ignorance ni le mépris gratuit ne sont plus permis. Le jazz est un des moments les plus décisifs qu'ait eu la musique. On ne s'apercevra que dans quelques années quand on écoutera sans préjugés certains chefs-d'œuvres d'exécution comme le **Black-Bottom Strong** de Jelly Rolls Morton's de 1926 ; le **St-Louis Blues** d'Armstrong, le **St-James Infirmary** de King Oliver, **Créole Love Call** d'Ellington, et les pensées, documents enregistrés chez Metro en Amérique et qui ne nous arrivèrent point.

Et ce sera un émerveillement que de suivre à travers les multiples interprétations de telle ou telle œuvre, la spontanéité de chaque élément de chacun des ces orchestres recréant la matière alors que le musicien s'appliquait à suivre sa partition figée à jamais entre les lignes de la portée. On peut sourire à première vue. Voilà du curieux travail en commun. Il n'est que de juger sur les résultats. Ecoutez le disque de Blanche Calloway, chez Gramo : **Casey Jones** ou certain Henderson ou Ellington, comme **Casa Loma Strong**, ou **Just Blues**, du premier chez Brunswick, ou **Rockin in Rhytm** ou **Tiger Rag** chez Brunswick, du second. Cela a de la gueule et peu d'orchestres blancs atteignent à cette cohésion et à l'homogénité que révèlent ces disques.

Et quelle variété, quel extraordinaire champ d'horizon ! Si on compare le domaine du jazz à ceux de la valse et du tango, puisqu'on s'entête à croire que le jazz est spécifiquement de la danse, on voit que contrairement à ce que l'on veut dire, le jazz a de multiples débouchés. Quand le jazz quittera les boîtes de nuit d'Harlem et de ce fait sa destination distractive, alors il sera vraiment un ferment actif de régénération. Il apparaîtra alors, révolutionnaire. L'heure est proche. Malgré les années où l'on fit silence sur la fièvre musicale d'Harlem, le jazz a pénétré partout. Je sais des jeunes musiciens qui suivent de près toutes les éditions de tels orchestres. Et ce n'est pas par snobisme. Ils ne parlent point, ne demandent rien à personne. Qu'ils ne soient qu'une poignée et qui sait ce qui résultera de l'enseignement qu'ils puisent dans ces manuscrits de cire que trop de gens dédaignent.

Pour aujourd'hui je me limiterais à insister sur quelques noms.

Parmi les auteurs : surtout Handy, Th. Waller, La Rocca, Oliver, Henderson, Rinès, Brooks, Ellington, Williams Mills, Norton, Razaff.

Pour les orchestres : King Oliver, Ellington, Flechter, Henderson, Noble Sissle, Louis Armstrong, Chick Webb, Louis Russel, F. Johnson, Earl Hinès, Caloway, Din Reedman, Barin Lee, Sam Woding.

Je citerai maintenant une vingtaine de disques indispensables à ceux qui voudraient avoir une anthologie assez complète du jazz. Je ne citerai que des disques que l'on trouve dans le commerce :

St-Louis Blues (Hendy). Orchestre L. Armstrong (disque Odéon).

East St-Louis Toodle Do (Ellington). Jazz Ellington (disque Brunswick).

The river and me (T. Waller-Hill). Jazz Ellington (disque Gramophone).

Creole love Call. Jazz Ellington. (Disque Gramophone).

Runnie Wild et **Dreamey blues.** Jazz Ellington. (Disque Brunswick.)

St-James Infirmary (Primerose). Jazz K. Oliver. (Disque Gramophone).

Mahogany Hall Stomp (Sp. Williams). Jazz Armstrong. (Chez Gramo.)

Dear old Southland et **Weater Bird** (K. Oliver). Jazz Armstrong. (Chez Odéon).

Fidgety feet et Sensation Stomp. Jazz F. (Henderson)... Jazz F. Henderson. (Disque Brunswick.)

Suggar foot Stomp (Oliver. **Just Blues** (Henderson). Jazz Henderson. (Disque Brunswick.)

Harlem Bound.. (Freddy Johnson et Arthur Briggs). (Chez Brunswick.)

Sensational Mood et **Deep Forest.** Jazz E. Hinès. (Chez Brunswik.)

Sone of these Days (Brocks). Jazz Cab Calloway. (Chez Brunswick.)

Heard et Sing of the Weeds. Jazz D. Redman. (Chez Brunswick.)

Goin to town. Jazz Louis Russel. (Chez Gramophone.

Casey Jones (Arrangt Brown). Jazz Blanche Calloway. (Chez Gramophone).

Leveless love (Handy). Jazz Noble Sissie. (Chez Brunswick.)

Weary River (Clarcke Silven). Jazz Sam Wooden. (Chez Pathé.)

Ajoutons deux jazz qui ne sont pas « noirs ».

Alexandra Ragtime (Prim Berlen). Casadoma Orchestre. (Chez Odéon.)

Yellow Dog Blues de Handy. Chicago Rythe King avec Th. Walier. Au piano. Chez Brunswick.)

Citons pour finir quelques pianistes noirs au jeu extraordinaire. Malheureusement les disques de Th. Waller, le plus extraordinaire de cette phalange publiés par Victor (la maison Gramophone américaine), ne sont pas encore sortis chez nous. Nous le signalons à M. Coppola qui eut l'honneur de publier le premier un disque de King Oliver. M. Coppola se doit de faire venir les disques de piano de Waller. En attendant nous ne pouvons que mentionner les 2 disques de Brunswick où ledit Waller tient le clavier : **Yellow, Dog Blues** et **Amy thing for you**, chez Brunswick. Après Waller il faut citer Earl Hines ex-pianiste d'Armstrong qui joue aussi avec J. Noone, Garland Wilson, Mary Lou Williams, Lee Sims, Art. Tatum, Jimmy Johnson, enregistres chez Brunswick.

Dans les différents orchestres de jazz on remarquera aussi le jeu d'autres admirables virtuoses. Lily Armstrong, Buck, Joë Sullivan, Louis Russel,

Citons quelques disques de piano. De Garland Wilson, **Blues en si bémol** et **The way i feel** les deux chez Brunswick). De **Earl Hines**, **Down aming the sheltering palms**, au dos de ce disque. **You' ve got to be modernistic**, du célèbre virtuose Jimmy Johnson, chez le même éditeur... Nous n'osons citer les disques de Art. Tatun et de Sims qui sont d'une curieuse technique, quoique très mécanique.

Pour le jazz vocal, nous nous limiterons à 2 pièces. D'abord les frères Mills **Tiger Rag** et **Nobodys Swetheart**, et **Rool on Mississipi roll-on** et **Chanton and sœurs**, par la Bosweil Sisters. (Brunswick, éditeur.)

Je défie quiconque aura entendu cette sélection de dire ensuite que le jazz c'est du chiqué.

***

Je vais être obligé pour le reste d'être bref. Je me bornerai à citer le **Monologue de Boris Godounow**, du chef-d'œuvre de Moussorgsky avec Chaliapine (chez Gramophone, 35 fr.), et du même chanteur. **Air du Meunier de Roussalka**, de Dargomysiki (Gramophone, 35 fr.). Je signale aussi comme en tous points remarquales l'enregistrement du 1er **quatuor pour violon alto, violoncelle et piano** de Gabriel Fauré. Ce sont quatre grands disques à 25 fr. De même le **Concerto en mi majeur** de Bach avec Yehudi Menuhin, le jeune violoniste prodige et l'Orchestre symphonique de Paris avec Enesco au pupitre, est une merveille. 3 disques à 35 fr. On trouve au dos du 3e **la Sarabande de la partita n° 1 en si mineur** de Bach violon sans accompagnement. Chez Polydore, citons l'admirable exécution de la 8e **Symphonie** de Beethoven avec Hans Pfistner dirigeant l'orchestre de l'Opéra de Berlin.

Henry POULAILLE.

Le Directeur-Gérant : LEFEUVRE.

Imprimerie Centrale de la Bourse
117 rue Réaumur, Paris